L'ECHO des casernes

NUMERO 2 — MARS 77 — 3 Francs — MENSUEL

calves et grimard, morts à canjuers
f. belkassa suicidé dans sa cellule

IL N'Y A PAS QU'A LA GUERRE QUE L'ARMEE TUE

Farid belkassa est mort, tout seul dans une cellule de la forteresse militaire de Landau, dans la nuit du 27 au 28 février 1977.

Mort de désespoir.

Mort de ne plus en pouvoir d'être en taule, d'aller du pieu au tabouret, du tabouret au lavabo, du lavabo au pieu...

Mort de ne plus en pouvoir de dormir à longueur de journée.

Comme un chien.

Parce que le temps, on ne peut même plus l'occuper. Et de quoi l'occuperait-on dans une cellule ? Sans radio, sans bouquin, parfois sans cigarette, selon l'humeur du chef de poste !

Sans visites non plus.

Mort parce qu'on l'avait privé du minimum qui permet de supporter la vie : l'espoir que demain sera différent d'aujourd'hui ! Que demain ça va changer, qu'on va pouvoir allumer l'électricité ou l'éteindre soi-même, à l'heure qu'on voudra; qu'on va aller chercher sa bouffe tout seul, ce ne sera pas le bruit de la clé... le plateau déjà froid...

Et on vous jette là dedans dans l'arbitraire le plus total, sans garanties démocratiques les plus élémentaires. Selon la fantaisie d'un colon ou d'un général, parfois pour une saoulerie un peu trop buyante, pour un pare choc froissé, ou pour une « absence illégale ». Vingt, trente, soixante jours...

La prison militaire n'est que le miroir grossissant et déformant de la vie de caserne.

On nous dépossède de notre temps, de notre identité, de nos sentiments, de nos idées; toute une année de la vie d'un homme jusque dans les moindres détails (vêtements, les cheveux, etc.) est passé au laminoir de l'armée.

Les plus conscients organisent clandestinement une résistance à cette oppression monstrueuse.

Farid Belkassa n'a pas supporté cette vie misérable et n'a trouvé d'espoir que dans la fuite de la caserne. Il a déserté, comme tant de soldats désertent, comme ça, un jour, il n'est pas rentré de perm, comme on a eu tous envie un jour de le faire, par révolte contre l'injustice, l'abrutissement, l'absurdité, l'épuisement, la misère.

C'est le même désespoir qui l'a poussé à déserter.

C'est le même désespoir qui l'a poussé à se suicider cette nuit là.

Sa mort nous touche tous profondément. Nous qui avons lutté dans des comités de soldats contre l'oppression militaire parce qu'on savait que c'était notre seule chance d'en sortir, même au risque de 60 jours de trou, parce qu'on savait que c'était la seule chance pour que les choses changent un jour.

Ce desespoir là nous l'avons tous connus à un moment ou à un autre.

A bas l'armée bourgeoise !

Abrogation de réglement de discipline générale

Suppression de la justice militaire

Communiqué

Le **CSNSL** (collectif national de sutien à la lutte des soldats) a été informé de l'arrestation de plusieurs marins de la 3e Région maritime (Toulon et environ).

Comme d'habitude c'est la Sureté Navale organisme de la Marine correspondant à la Sécurité Militaire, qui a procédé aux interrogatoires.

Les marins arrêtés ont été accusés de participer aux activités du Comité de marions « **Var Mutin** »

La gendarmerie maritime a procédé à des perquisitions au domicile de civils soupconnés d'aider le comité de marins. On ne sait ni dans quel cadre, ni sur quelle base légale ces perquisitio tout à fait nouvelles dans leur genre ont eu lieu.

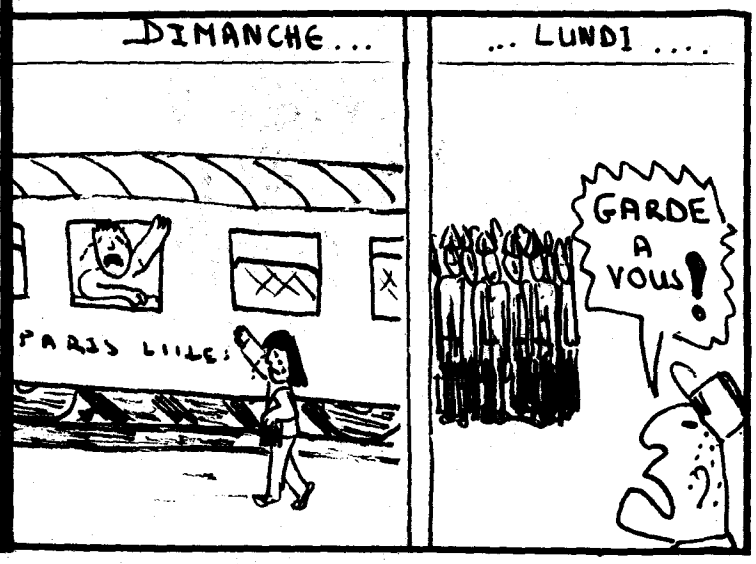
Le **CSNLS** estime, après les arrestations effectuées il y a peu à la BA 705 de Tours, que se confirme la préparation d'une tentative sérieuse du pouvoir et de la hiérarchie militaire de réprimer le mouvement de soldats, marins et aviateurs en pleine phase d'expansion.

Il est urgent de mettre un terme à la répression. C'est la tâche que s'assigne le **CNSLS** dans les jours et les semaines à venir qui mettra tout en œuvre dans le cadre d'un large front démocratique pour soutenir les militaires réprimés et imposer la libre expression des comités de soldats.

permanence du collectif parisien : tous les vendredis de 19h à 20h30 12 rue censier 75005 Paris
métro censier daubenton

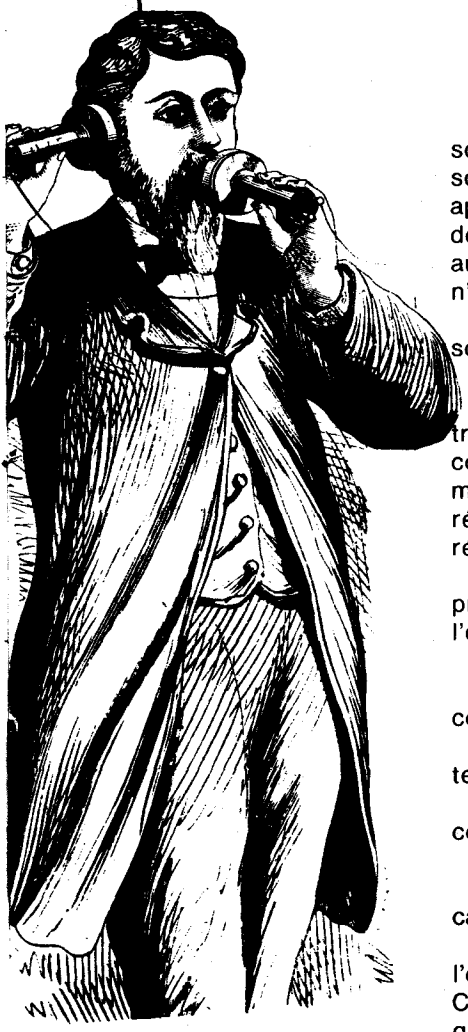
l'armée et les femmes

B.D. déssinée par des copines de Caen. Nous nous excusons de ne pouvoir la passer en entier dans ce numéro (faute de place). La suite donc, dans le prochain numéro...



(.... SUITE P 4)

les silencieux des elections.



En titrant sur 6 colonnes à la une « des espions russes dans les comités de soldats », France-soir a rendu, bien malgré lui, un grand service au mouvement des soldats. Par delà les mensonges grossiers d'une presse à grand tirage, ce qui apparait, c'est que les comités de soldats existent toujours. Voilà un magnifique démenti, desservi par un journal qui pourtant les soutient, aux Bourges, Bigeard et autres, qui depuis un an clament sur tous les toits que le mouvement des soldats n'existent plus.

Nous voici à la veille des élections municipales. Toutes les catégories sociales sont courtisées, sauf une qui pourtant représente 250.000 voies : les soldats.

Quel silence étrange à l'heure ou chacun se dispute le moindre vote.

Serait-ce que l'armée est une question tabou, à laquelle aucun des partis traditionnels n'ose toucher, de peur de voir surgir les vieux démons qui leur avaient couter si cher en décembre 75? Nous attendons la réponse des candidats aux municipales aux questions de Tonnerre de Brest, le Comité de Marins de Brest; la réponse des candidats de Marseille et notament celle de Defferre qui utilise régulièrement l'armée pour briser les grèves.

Oui, en mars 77, tout est fait pour enterrer les luttes dans les casernes. Aux proclamations indécentes du gouvernement répond un silence mortel de l'opposition.

Et pourtant.

Et pourtant, nous pouvons, nous devons affirmer avec force que jamais les comités de soldats n'ont été aussi puissants, aussi actifs, aussi forts !

En témoigne la coordination des Comités de Soldats du Sud-OPuest qui s'est tenue fin février.

En témoigne le débat engagé dans les casernes pour une plate-forme unifiée des comités de soldats.

En témoigne le nombre, la variété des journaux de casernes.

Pour le Collectif de Soutien aux Luttes de Soldats, chaque avancée dans les casernes est un encouragement à un soutien, à une propagande encore plus forts.

De même chaque cas de répression doit être pour nous la mise en pratique de l'engagement que nous avons pris le 13 février : NE PLUS JAMAIS LAISSER NOS CAMARADES ALLER AU TROU SANS RIPOSTER.C ar nous savons par expérience que chaque descente de la Sécurité Militaire laisse des traces et que gagner les droits démocratiques doit être une lutte constante , de tous les instants, menée par tous les travailleurs, ceux qui sont sous l'uniforme et ceux qui ne le sont pas.

OUI, chaque soldat en prison est une atteinte aux droits fondamentaux de tous les travailleurs.

OUI, chaque soldat en prison doit être défendu par tous les travailleurs

Mais le collectif ne compte pas borner son action à la simple défense ponctuelle des soldats réprimés. En nous battant au coude à coude avec les soldats sur leurs revendications, en dénonçant les rêves d'intervention intérieure qui hantent les états majors, nous sommes conscients ,non seulement d'aider les soldats , mais aussi de garantir notre avenir.

Communiqué de la

COORDINATION REGIONALE DES COMITES DE SOLDATS DU SUD-OUEST

(SUITE P5)

Le 26 février 1977 s'est tenu à Toulouse la Coordination régionale des Comités de Soldats du Sud-Ouest. Etaient présents les comités suivants : ***22e RIMA d'Albi, BA 101 de Francazal, 31e RG de Castelsarrazin, EMIAT d'Agen, BA 106 de Mérignac, 57e RI de Souges, 24e RIMA de Perpignan et 45e RGA de Balma.***

La coordination a examiné les points suivants :

__ la situation du mouvement des soldats sur la région;

__ les axes de lutte et les revendications;

__ les relations avec les syndicats et les organisations civiles.

1. La situation du mouvement des soldats sur la région

La coordination, après discussions entre les représentants des différents comités a fait le point sur les luttes des soldats. Malgré des opérations visant à masquer la réalité de la vie quotidienne à l'intérieur des casernes (augmentation de la solde qui reste dérisoire, 11 voyages gratuits par an sur un trajet donné, parfois amélioration de la bouffe, commission consultative bidon...) la situation reste toujours aussi dure pour les appelés. Les opérations d de relations publiques et humaines ne trompent personne, la discipline se durcit, les exercices se font de plus en plus fréquents et dangereux, les conditions de vie et d'hygiène restent médiocres, les punitions, toujours aussi arbitraires, se multiplient.

Tandis que les discours démagogiques et paternalistes sur le rôle de l'armée tendent à nous présenter les paysans du Larzac comme des hyppies, et les soldats antimilitaristes comme des pions manipulés de l'extérieur.

Plus que jamais, on fait taire les soldats par le chantage aux perms et la répression. Mais l'organisation des soldats n'a pas faiblie, comme le prouve la coordination des comités du Sud-Ouest.

Ils continueront leur travail, et se développent en cherchant à se centraliser. Plus que jamais, ils se font connaitre des soldats en mettant en avant leurs revendications.

2. Axes de lutte et revendications

La coordination régionale a décidée de lancer dans toutes les unités un débat pour l'élaboration d'une plateforme régionale de revendications à l'exemple de celles de Tours et de Perpignan, où serait résumées leurs revendications dont les principales concernent la durée du service militaire (réduction à six mois), la solde (600 francs immédiatement) et sur les conditions de travail (droit à un repos hebdomadaire).

La coordination appelle l'ensemble des comités de soldats de France et de FFA à discuter de leurs revendications à partir des réalités concrètes dans les casernes, et en partant du fait que ce sont des travailleurs sous l'uniforme.

Elle réaffirme son soutien le plus ferme aux paysans du Larzac en lutte contre l'extension du camp.

Elle soutient également les engagés et les sous-officiers dans leurs revendications concernant leurs droits démocratiques.

3. Rapports avec les syndicats et le mouvement civil.

La coordination après avoir fait le point des relations des différents comités avec les syndicats (CGT, CFDT) lance un appel pour que ceux-ci sur la base des revendications avancées les soutiennent et se penchent sur leur condition de réinsertion civile, leur condition de vie et de travail à l'armée, etc.

Elle appelle les différents syndicats, UL et UD... à développer leurs liens avec le mouvement des soldats pour la satisfaction de leurs revendications et leurs droits démocratiques.

De même elle appelle tous les anciens soldats à rejoindre les collectifs de soutien aux luttes des soldats pour développer le soutien civil.

Dans le cadre des élections municipales, elle demande aux listes du mouvement ouvrier de se prononcer sur ses revendications en particulier sur les transports urbains gratuits, l'accession aux logements sociaux, loisirs gratuits...

Elle appelle enfin les travailleurs, les démocrates à exiger la libération des soldats emprisonnés à Melun, Landau, Neustadt et dans la région à Perpignan et à exiger pour tous soldats les libertés d'information, d'expression et d'organisation.

Coordination régionale
des comités de soldats
du Sud-Ouest

(SUITE P.10)

LETTRE OUVERTE AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS MUNICIPALES

Les élections municipales vont être, de l'avis de tous, un enjeu politique de la plus haute importance. De partout, on se proclame les meilleurs gestionnaires, les meilleurs défenseurs de la population.

Toutes les catégories de citoyens sont courtisés. Mais une catégorie de travailleurs particulièrement nombreuse à Brest est ignoréé, oubliée.

Serait-ce parce que les marins n'ont aucun droit d'expression? La célèbre maxime : « votre seul droit est celui de vous taire » est la triste réalité de la vie quotidienne des matelots.

Et bien nous refusons cette réalité, et nous nous organisons dans la clandestinité, à cause de la répression du pouvoir qui jette des dizaines de nos camarades en prison. Nous défendons nos droits élémentaires, nous revendiquons notre dignité de travailleurs sous l'uniforme.

— Comment les candidats aux élections municipales pourraient-ils ignorer ce problème et cette lutte légitime?

— comment les matelots originaires de la « Communauté Urbaine de Brest » pourraient-ils voter pour des candidats qui ignorent leurs revendications?

c'est pour cela que, par ce message qui vous est adressé sous forme de lettre ouverte, nous vous demandons de prendre en compte nos revendications et de répondre publiquement sur ces différents points :

— soutien à nos luttes pour les droits d'expression et d'organisation

— d'apporter une aide matérielle de 100 F. par mois pour les appelés originaires de la CUB. (notons que certaines municipalités aident déjà matériellement les appelés)

— de nous accorder les transports gratuits (comme pour les chômeurs) sur présentation de la carte d'identité militaire.

— de nous accorder l'entrée gratuite pour toutes les activités culturelles et sportive (PAC, maison pour tous, piscine, patinoire...) gérées par les villes de la CUB.

— que la municipalité entame les pourparlers avec les directeurs de salles de cinéma en vue d'obtenir des entrée à tarif réduit pour les appelés.

— avoir la possibilité de loger à tarif réduit pour les appelés dans les FJT.

— mise en place d'une comission municipale chargée du respect des mesures de sécurité et d'hygiène au sein des casernements.

EN SATISFAISANT CES REVENDICATIONS, VOUS NOUS AIDEREZ A CONQUERIR NOS DROIT DEMOCRATIQUES.

COMITÈ DE MARINS « TONNERRE DE BREST »

F.A.J.A.P.I.M.

Un certain nombre de personnalités, parmi lesquelles figurent J. de BOLLARDIERE C. BOURDET, R.CRUSE, J.J. de FELICE, D. GUERIN, A. JEANSON,T.MONOD, J.M. muller, - H.ROSER,*p. VIDAL_NAQUET, ainsi que certains membres du mouvement d'action judiciaire* (MAJ), *ont décidés de fonder le FAJAPIM , sous la présidence de Théodore MONOD , afin de :* ***fournir l'aide morale et juridique aux prévenus d'infractions militaires, et subsidiairement d'assurer la défense des droits élémentaires dans les casernes Extraits des statuts duFAJAPIM***

63, Bd des batignolles
75008 PARIS
TEL: 387—98 46
CCP La source 3458040E

Lire l'*Écho* c'est bien, vous abonner, c'est mieux !

Pourquoi ? Nous avons dû emprunter du fric pour sortir ce numéro. En vous abonnant, vous nous permettez de continuer à vivre sans accumuler les dettes. Abonnement 1 an (10 numéros) :

France - pli ouvert	**40 F**
France - pli fermé	**60 F**
Étranger - pli fermé	**80 F**
Chômeurs, appelés, femmes et compagnes d'appelés	**30 F**
Abonnement de soutien	**100 F et plus**

Gardarem lo larzac

GARDAREM LO LARZAC
journal des Paysans du plateau et des Comités Larzac.

Au sommaire du n° 20 — Mars 77 —
— Municipales : des listes contre le camp
— LIP — Naussac — Malville...
— Plate-forme du CNSLS
— Interview de Bertrand RICHE
— Interview d'un membre d'un CS ayant fait un stage au Larzac
— Plate-forme du 24 RIMa de Perpignan
— Désobéissance civile.Refus des 3% d'impôt
etc.

Pour tout contact: GLL/ Colette Courtin
Pierrefiche du Larzac
La Roque Ste Marguerite
12100 Millau

du coté des comités...

94 RI D'ETAIN

« Appelés du 94 RI d'Etain, nous pensons, n'en déplaise aux Bigeard, Bourges et Cie que rien ne s'est amélioré dans l'armée depuis un an. Non elle n'est pas devenue un îlot de tranquilité et ce n'est pas le 94 RI qui pourrait en apporter le démenti. Des faits :

Début janvier, une crevure n'hésitait pas à frapper un appelé. On dut les séparer. Mais alors que l'agresseur était puni de 8 jours d'arrêts de rigueur, l'appelé victime, se voyait infligé quelques temps après, 90 jours d'arrêts de rigueur pour un prétexte futile. Cette affaire n'est pas isolée, mais reflète bien l'état d'esprit d'un encadrement dont la seule ambition est d'arriver à une retraite confortable après 15 ans d'alcoolisme grassement payés par le contribuable.

Mais cet état d'esprit n'est que le fruit de l'évolution du système militaire tellement anachronique à l'heure actuelle. Après une fausse libéralisation, on assiste depuis quelques temps à une répression de plus en plus accentuée :

— outre les punitions qui tombent à la volée pour un oui ou pour un non, histoire de bien montrer qui commande.

— un nouveau réglement de permissions plus restrictif va entrer en application.

— enfin un réglement de discipline générale, plus sévère succède à l'ancien.

Dans leur grande majorité, les appelés ne supporteront pas longtemps cette évolution. Nous sommes décidés à nous faire entendre et à agir en conséquence. ».

répression au 41e RI

Mercredi 9 février, dans l'après midi, un appelé J. Pelé du 41e RI de Landes d'Ouée à été arrêté et immédiatement emmené pour une destination inconnue. Le CS du 41e communique l'information dans le n° 4 de *La voie du soldat* et lance un appel « à tous les soldats du camp, à tous les comités de soldat, à tous les antimilitaristes pour exiger le retour à la Lande d'Ouée du soldat emprisonné ». Le CS continue son action, « cette mesure d'intimidation, loin de nous faire peur, nous encourage à poursuivre le travail que nous faison depuis un an ».

manifestations en Allemagne

Les 3 et 10 février, se sont déroulés à Tubingen et Reutlingen deux manifestations pour la libération des soldats français emprisonnés.. Signalons que c'était la première fois qu'Amnesty International se solidarisait avec les appelés français.

Parallèlement, était distribué aux appelés des numéros de *GV m'facher* à Tubingen et *Dur à Cuire* à Reutlingen. Les autorités militaires françaises fermèrent les casernes pendant ces manifestations, ce qui n'empêcha pas les appelés de se solidariser avec la manifestation en reprenant le chant de Sacco et Vanzetti et en faisant clignoter les lumières de la casernes à Tubingen.

communiqué du CS du 2e RIMA du Mans

Travailleurs, nous nous retrouvons pendant un an (...) plongés dans un univers échappant à toute logique, sinon celle de la brutalité, du gaspillage, de la soumission inconditionnelle, de l'arbitraire, des brimades, de l'injustice, du chantafe, de l'abrutissement, voire même de la bestialité; l'impératif technique militaire de la discipline dans la manœuvre étant largement outrepassée.

Nous pensons que tout ceci n'est pas fortuit et que l'armée, en dépit des propos des dirigeants, n'est pas neutre mais qu'elle est un instrument au service du pouvoir, que ceci se manifeste par des opérations de type colonial (envoi de troupes au Gabon, en Nouvelle-Calédonie, etc, préparation d'interventions outre-mer), par les thèmes qui apparaissent dans les manœuvres (répression d'une insurrection, chasse à « l'ennemi intérieur »), par les interventions pour briser les grèves (éboueures de Lyon en 76 par exemple), et plus généralement par la défense des intérêts, de l'idéologie et de la légalité de ce pouvoir. (...)

Nous n'aurons de cesse que nos revendications soient entendues :

— Liberté démocratiques pour les soldats, appelés et engagés.

— Conditions économiques décentes.

— Fin du règne de l'arbitraire et de l'autorité aveugle.

Le n° 18 de SPIRATE ROUGE est paru.

Il s'agit d'un n° « spécial commando » :

« LE RAID EVASION OU LE DEFOULEMENT DE L'ENGAGE MOYEN ...eut lieu vers la fin de la deuxième semaine; arrivés sur les lieux au Fort Ney, près de Strasbourg, les différentes équipes étaient placées au fur et à mesure dans la cour du fort sous les phares des berliets; les saphis s'alignaient contre le mur en position de fouille (bras et jambes) puis demi-tour, déboutonnage complet, puis assis par terre en colonnes pour chanter « la pêche aux moules » ou « mademoiselle Angèle » pour couvrir le bruit des berliets qui tournaient.

Ensuite, petite séance de ramper avec rafales de PM à blancs et coups de matraques; progression vers une petites fenêtre où l'on était assez violemment tirés et matraqués à l'intérieur du local. A l'intérieur déshabillage pour se retrouver en slip et les rangers à la main. Partir vers la deuxième porte où l'on s'alignait devant, slip baissé jusqu'aux genoux. Entrée dans la pièce : fouille, petits sauts d'exercice avec matraquage si possible sur les parties sexuelles, fouille anale et après une minute pour se rhabiller et éjection dans les tunels où il restait à trouver la sortie, marcher environ 18 km et le raid était fini.

Il faut noter que pour se réchauffer, les moniteurs avaient emmené du vin, l'alcool aidant, les derniers groupes qui sont passés ont plus que les autres, pâtis des coups de matraques, injures et sévices divers ».

...NOus voudrions citer aussi quelques réflexions de gradé du centre :

— Vous n'êtes pas là pour penser, mais pour en chier.

— je réclame le droit de vie ou de mort sur ces types là.

— ce qui m'intéresse, c'est ce qui passe en dessous de la ceinture, pas au dessus.

— T'es un gauchiste, toi, alors sautes le premier ».

communiqué du CS de la BA 725 du Bourget du Lac

« Trois appelés, le sergent Monet, syndiqué CGT Equipement et les soldats Lavanchy et Blanc, arrêtés puis mutés à Salon de Provence ont été condamnés respectivement à 60 jours d'arrêts de rigueur pour les deux premiers et 40 jours pour le troisième. Le motif invoqué « menées antimilitaristes » est manifestement abusif comme le déclare la Fédération Equipement de la CGT. L'accusation s'appuie sur un manuscrit portant l'expression des revendications de la base. Avec son bulletin « *l'Hélice dans la vallée* », le comité du Bourget poursuit son action pour le contrôle des soldats sur leur vie quotidienne, pour une organisation autonome des soldats et petits engagés liée au mouvement ouvrier. »

« **Le comité de soldats du 93e RA** (NDLR : partie prenante de la coordination alpine des comités de soldats regroupant les régiments suivants : 6e BCA, 7e BCA, 11e BCA, 4e RG La Valbonne, BA 942 du Montverdun, BA 725 du Bourget du Lac) apporte sa solidarité active aux camarades du Bourget et appelle l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique de Grenoble à se mobiliser pour la libération de tous les soldats emprisonnés, l'arrêt de la répression dans les casernes et la reconnaissance des droits démocratiques à l'armée. »

A canon rompu journal du CS du 25e RA Thionville

Canjuers 76-Canjuers 77 : Nous sommes toujours là. Malgré la répression que nous avons subie l'an dernier à Canjuers (12 de nos camarades, maintenant libérés, avaient alors été enlevés par la SM, mutés et mis au trou pendant 60 jours), le CS n'a jamais cessé d'exister. Si nous ne sommes pas apparu pendant cette période, c'est que nous avons préféré nous renforcer progressivement, devenir suffisamment nombreux et fort pour pouvoir assurer la continuité de la lutte dans de bonnes conditions de sécurité.

Aujourd'hui, face à la dégradation de notre situation quotidienne, face à la reprise en main du régiment par ces « messieurs » du PC (suppression progressive des avantages acquis par le comité : la discipline redevient de plus en plus abrutissante, à nouveau des motifs ridicules sont posés — NDLR : Un motif est une demande de punition —, les perms se font de plus en plus rares, un ordinaire (NDLR = cantine) qui marche à l'économie) et face aux 6 semaines de manœuvres à Canjuers qu'on veut nous imposer, nous avons décidé de recommencer à vous envoyer votre journal préféré « *A Canon Rompu* ».

QU'ALLONS NOUS FAIRE A CANJUERS ?

En pleine période d'austérité économique, d'augmentation des prix, de licenciements (20 000 dans la région de Thionville), nous allons dépenser plus de 6 milliards d'anciens francs à Canjuers. Il faut bien utiliser le budget de la défense nationale (qui est de 17,5% du budget total, plus que l'éducation nationale et la santé); nous allons faire ce que nous avons déjà fait à Suippes : balancer des tonnes d'obus sur un terrain qui, ne l'oublions pas, a été arraché par expropriation aux agriculteurs qui vivaient de cette terre (...).

CS de Saumur-Fontevraud

Malgré les interventions répétées de la SM, le Comité de Soldats de Saumur-Fontevraud continue ses activités. Voici des extraits de leur dernier tract, distribué fin janvier : « ...Si on regarde de près ce qui s'est passé pendant la dernière manœuvre, on constate que c'était avant tout une affaire de relations publiques avec la population : manœuvre préparée par des articles dans la presse locale, où la population était invitée à être partie prenante du grand jeu; manœuvre ayant lieu vendredi soir et samedi pour que la plus grande partie de la population soit disponible. (...)

Grande promenade à travers la campagne dans des camions débâchés pour bien montrer la troupe à tout le monde. Gros déploiement de matériel pour ne pas passer inaperçus. Même la garde républicaine s'est déplacée de Paris pour cette occasion. Prise d'armes dans les petits pays (NDLR : les prises d'armes sont des défilés, souvent devant le monument aux morts et les autorités municipales), baptêmes de char par des élus locaux, distribution de tracts par la gendarmerie dans les campagnes. Des officiers ont même été détachés aux relations publiques pour cette occasion. (...)

L'armée se sentirait-elle à ce point impopulaire, inutile, pour être si empressée de toucher les civils ? Se sent-elle obligée de prouver aux contribuables que l'argent est bien utilisé ?

Ou bien serait-ce un soporifique destiné à faire oublier la force réelle de l'armée française ? Car c'est aussi cette armée qui expulse les paysans de Fontevraud et du Larzac; c'est aussi cette armée qui soutient les patrons brisant les grèves (PTT, Eboueurs, aiguilleurs du ciel...) et défend les intérêts colonialistes à Djibouti et aux Comores. Il s'agit de discréditer aussi auprès des riverains le combat des paysans de Fontevraud en lutte depuis 1970 contre les expulsions arbitraires dont ils sont l'objet.

Sommes nous prêts à faire le jeu de l'armée et à participer à sa propagande ? Non! Nous sommes déjà un certain nombre dans la caserne à nous opposer à cette situation. Non aux opérations charme qui nous supprime une perm. Ne collaborons pas avec cette armée! (NDLR : souligné par nous) (...).

communiqué du CS de la BA 705 de Tours

Depuis une quinzaine de jours, les soldats Quintard, Barteiller, Leblé et Legendre ont été arrêtés par la SM et sont détenus au secret. Cette arrestation survient quelques temps après la parution d'un nouveau tract de la *La Cigogne en Rogne*; Il semblerait que la SM veuille leur faire assumer la responsabilité de ce tract et par conséquent, les accuser d'appartenir au Comité de soldats de la base.

Il fallait des coupables, la SM, comme d'habitude, a frappé aveuglément et encore une fois, elle s'est trompée.

Le seul fondement de ces accusations seraient la présence dans leurs placards de journaux « interdits » à l'armée (Libération, Charlie-Hebdo).

Pour des motifs semblables, des centaines de soldats sont arrêtés : ils risquent deux mois d'arrêts de rigueur. Les tribunaux militaires (TPFA) sont épargnés par le chômage en ce moment, de même que la Cour de Sûreté de l'Etat.

La machine répressive mise en place par le pouvoir ne peut qu'accentuer la lutte et renforcer la détermination de soldats.

— Liberté d'expression, d'information, d'organisation dans les casernes.

— Soutien aux soldats emprisonnés

— Libérez les 4 soldats de la BA 705.

Plusieurs initiatives ont déjà été prises pour informer la presse et la population de ces arrestations. Un communiqué unitaire de diverses organisations démocratiques et révolutionnaires a été publié.

Par ailleurs, trois avocats, deux de Paris et un de Tours, membres du Collectif des Avocats des Soldats emprisonnés, ont adressé une lettre demandant des précisions sur l'incarcération des 4 appelés et s'érigeant contre le caractère secret et arbitraire de celle-ci.

D'autres initiatives de soutien sont envisagées par diverses forces solidaires du mouvement des soldats et parmi elles bien sûr le CNSLS local.

communiqué de tonnerre de Brest

Deux matelots sont actuellement emprisonnés au Centre de Formation Maritime-Dépot de Brest pour avoir laissé éclaté leur colère.

Ils ont commis la « grave indélicatesse » d'inscrire des slogans sur les murs de leur chambre de caserne.

Ils avaient déjà eu affaire à la « justice militaire » pour désertion. D'ailleurs, l'un deux, pour ce dernier motif vient de passer au TPFA ces jours-ci (le 21.1.77).

Par leurs inscriptions, ils dénonçaient l'utilisation du nucléaire (bombes et centrales nucléaires) ainsi que le rôle de l'armée française qui prépare à la guerre civile (défense nationale = service du capital).

Le Comité de marins *Tonerre de Brest*, qui regroupe des marins appelés et engagés de la région brestoise apporte son soutien aux deux militaires emprisonnés et exige leur libération immédiate ainsi que la levée des sanctions. Le comité de marins *Tonnerre de Brest* ne cessera d'être vigilant, il réagira face à la répression et saura sans relache dénoncer cette armée qui brise la jeunesse et bafoue l'exercice des droits fondamentaux.

NOUVELLES DU 24 RIMA DE PERPIGNAN

« COURS, COLONEL, LE CS TE POURSUIT »

Dans le numéro 13 de *Tam-Tam*, nous dénoncions le trosième cross régimentaire comme une opération de dressage : des exempts de sport (CM 5, CM 6), des inaptes à l'effort physique, etc avaient été obligés de participer au cross. Mais la hiérarchie n'a pas compris. Le colon a encore réitéré : le cross a été rallongé (8km au lieu de 6) et le nombre des participants est passé de 500 à 700. Même les armuriers ont participé; on a d'ailleurs bouffé avec une heure de retard parce que le piquet d'incendie faisait le cross. (NDLR : piquet d'incendie : quelques soldats devant être disponibles en permanence pour accomplir toutes les tâches qui pourraient survenir).

Mais personne n'a regretté cet effort (« cette préparation au combat » disait le colonel avant le départ) car **le comité de soldat était là**. Tout le long du parcours, des slogans étaient peints, sur la route entre les vignes :

« vive les comités de soldats »

« liberté d'expression et d'organisation dans les casernes » etc, et d'autres qui ont beaucoup fait rire les soldats tels que : « cours Jean (c'est le nom du colonel), « TAM-TAM te poursuit ».

On en a eu le pied léger, tout de suite, Mais faut dire qu'il n'avait plus grand monde derrière lui pour le poursuivre, à l'arrivée. On ne le lui reproche pas, espérons même qu'il sera là au prochain cross régimentaire.

ILS VEULENT ETOUFFER L'AFFAIRE... PARLONS-EN

Au 24e RIMA chaque évènement un peu important qui emmerde l'état-major est étouffé. Ils ont voulu faire passer les mutations de Henri Juin, Michel Blach, et M Godefroy pour une opération « normale ». Ils n'avaient pas de preuves et nous avait dit très ouvertement qu'ils avaient été mutés et punis sur le simples présomptions.

Aujourd'hui, ils ne veulent pas qu'on parle de la tentative de suicide de Curshellaz. On va encore raconter qu'il était soul et malade, etc.

Non, nous disons que ce soldat en avait marre :

— marre de tourner en rond dans la caserne

— marre d'essayer de vivre avec 210F par mois

— marre de ne pas partir en perm parce qu'il habite trop loin

— marre d'être emmerdé par des chefs plus bêtes que méchants

— marre de cette vie de bœuf

Dans ces conditions, n'importe quel évènement familial ou affectif (une rupture avec la fiancée, le décès d'un proche, l'annonce d'un licienciement, etc) peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Curshellaz n'est pas le premier à tenter de se tuer. Il n'est pas le dernier. D'autres se détruisent lentement en se drogant ou en buvant.

Cet état de chose doit cesser :

— service militaire à six mois

— solde à 600F immédiatement

— 48heures de permission par semaine

— liberté d'expression et d'organisation dans les casernes.

TAM-TAM

nous avons reçu :

L'Arme à gauche n° 3, bulletin du **23e RIMA de Maison Laffite.** Il s'agit d'un tract pour l'incorporation du nouveau contingent.

Les Murs de la Caserne n° 2 (janvier 77) journal du comité se soldats du **Camp de Valdahon**.

Au sommaire :

— On meurt au camp de Valdahon

— Pourquoi un CS

— Les dragons défaits par les morpions

— La garde

— Les bonnes lectures

— Les prochains numéros

— Les vœux du CS

— Etc

Spirate rouge, un tract d'incorporation

Le reflet du sort du con n° 19, journal du CS de Saarburg. Au sommaire :

— Il n'y a pas que la guerre qui tue, les manœuvres aussi!

— Mets ta casquette, t'auras l'air d'un coureur

— Don du sang, coupe du sang

— Les cross à la 3, c'est le « pied »

— La minorité noire dans l'armée US : un danger pour la classe dirigeante.

(suite p.15...)

L'INSECURITE MILITAIRE !...

Il y aurait beaucoup à dire sur la Sécurité Militaire. Véritable police parralèle, la SM étend un peu partout son activité : contrôle strict du personnel militaire engagé (en ne négligeant pas leur vie privée), flicage permanent du contingent (dans de nombreux régiments des appelés de la SM ont même été repérés), mais aussi surveillance des organisations civiles (il semble que très souvent la SM n'hésite pas à doubler les RG).

Nous publions ici des témoignages sur les méthodes d'interrogatoire de ces gens là. Nombreux sont les soldats qui ont subi de tels interrogatoires où tout est fait pour briser l'individu, l'intimider, l'abrutir. Ces récits, si incomplets soient-ils parlent d'eux-mêmes. Ils montrent en quoi ces gens sont dangereux.

Dangereux pour les soldats. Le mouvement des soldats est plus que jamais amené à se préparer à telles méthodes. Il considère que face à la SM, la seule défense, la plus efficace, c'est de ne rien dire, de ne rien déclarer. L'expérience de tous ceux qui ont été confrontés et notammnent de tous ceux qui se sont fait involontairement piègés le montre.

Dangereuse enfin la SM l'est pour tout le mouvement ouvrier et populaire. Dénoncer ses méthodes et son pouvoir incontrolé, exiger avec les Comités de Soldats sa dissolution sont des taches urgentes pour la défense des libertés démocratiques, aujourd'hui et dans l'avenir.

TROIS JOURS AVEC LA SECURITE MILITAIRE

Premier jour : retour de sortie en ville le soir. Arrestation au poste de police de la caserne. On me conduit sans aucune explication en cellule d'arrêt de rigueur. J'y reste toute la nuit. Histoire, sans doute de me fairee mijoter. Le lendemain matin : premier interrogatoire rapide par trois type en civil (SM). « Alors, c'est toi le patron du comité? Bien sûr t'es au courant de rien? ON va te laisser réfléchir un peu, on a tout notre temps et ça ne fait que commencer. De toute façon, on verra bien si tu parleras quand tu seras devant la Cour de Sureté de l'Etat. »

On m'emmène ensuite assister à la fouille de mon placard ou on ne trouve rien et on me fait habiller en treillis (mes vêtements civils gardés depuis la veille, c'était déjà une protection innacceptable). On me retire mon cinturon, mes lacets et mon beret. Objectif : me donner une allure de bagnard et chercher à me convaincre que je suis dans une telle situation que mon suicide ne serait pas étonnant. Puis isolement complet dans une cellule de trois mètres sur un mètre cinquante : il faut quelques jours pour s'habituer à l'enfermement, aussi les interrogatoires sont-ils ponctués de scéance d'isolement ou on veut t'affaiblir physiquement et moralement.

En début d'aprés-midi, nouvel interrogatoire de la SM, qui à travers le récit de certains faits (réunions, prise de contact, distribution de tracts) veut me convaincre que tout le monde à parlé sauf moi et que c'est idiot parce qu'on va me faire porter le chapeau.

Puis, interrogatoire de la gendarmerie (un jeune « combatif » et un vieux « paternaliste »). machine à écrie pour déclaration. Volumineux dossier rempli « des aveux de tout mes camarades ». Liste de noms posée sur la table par le plus grand des hasards... Commence la série des questions sans réponse. Pour varier, j'alterne les silences avec les « rien à vous dire ». Viennent les insultes :« *Petit con, c'est pas tes amis les popofs qui viendront t'aider... T'es une larve un lache, aies au moins le courage de tes opinions* ». Le plus jeune flic se précipite sur moi, me jette à terre et me tape la tête contre le sol. Pas trés sérieux, il s'agit en fait de me briser moralement en me confrontant à des images de la torture et du fascime. Le vieux finit par l'arrêter : « *Allons, t'as de l'instruction, on va pas faire avec toi comme avec les ratons* (*sic*) ». Le jeune (probablement plus jeune que moi) : « *Ah, elle est belle la France de demain, petite merde. Mais tout le monde te dénonce, t'y crois pas, tu vas voir* » Il amène un type qui confirme que j'ai participé à telle réunion. « *Alors t'es coincé, autant avouer et on n'en parle plus* ».« *Bon, ça suffit comme ça, on t'embarque. T'es pas sorti de l'auberge. D'abord garde à vue chez nous et aprés direction Fort de l'Est.* » Suit une véritable mise en scène d'embarquement et je finis par me retrouver dans ma cellule...

« *Ce n'es qu'un début, continuons le combat* » martelé de cellule en cellule : ça fait du bien.

Arrive le plus vieux des gendarmes : « *Alors tu veux toujours rien dire?* », paternel « *c'est idiot untel et untel viennent de se déculotter, tu es le seul maintenant. On va être obligé de t'emmener en garde à vue pour complément d'enquête. Pour les militaires on a droit à dix jours et c'est encore bien pire qu'ici. D'habitude le type quand il en sort il est tout heureux de partir en centrale. Enfin tu verras, mais c'est con. Parles, t'es pas obligé de dénoncer les autres. Bon de toutes façon, j'en ai provisoirement fini avec toi pour quelques jours. Nous on tape à la machine, mais c'est surtout la SM qui interroge* ».

Dans la soirée, départ pour une autre caserne de la région : ici, il n'y a plus assez de places... Nouvelles fouilles, interdiction de fumer, de parler aux gardes. visites de la SM dans ma cellule : « *Tu as choisi le pire système de défense. Tu vas en prendre plein la gueule. Les autres ont pigé, ils défendent leur baraque. Ou as tu fait un stage d'entrainement pour ne rien dire comme ça* ».

Fin de la première journée (plus un réveil dans la nuit pour me dire que X avait craqué...). Moralité tout faire pour t'isoler,te faire paniquer, te convaincre que t'es trés mal barré et que parler même sans dénoncer ça peut te servir.

Deuxième jour : Reour à ma caserne. Longue journée en cellule, histoire de « réfléchir »... Fin d'aprés-midi : nouvel interrogatoire de la SM. Le grand jeu : huit « civil » pendant trois heures. Debout interdit de s'appuyer contre le mur. Les questions fusent de tout côté. Tout d'abord une série de questions précises (parfois « innocentes » : du genre « *Est-ce que tu aimes la glace à la fraise?*). Regarder dans les yeux le dernier qui a parlé. Répéter une centaine de fois « *je n'ai rien à déclarer* ». Vient ensuite l'attaque frontale. « *On a le jour et la nuit avec toi. nous on a l'habitude de faire parler les gens. Y a des moyens pour ça* ». *L'un d'eux me prend à plusieures reprises par le col de ma veste et m'envoie valdinguer à l'autre bout de la salle.*

Suit avec systématie une trés nette entreprise de démoralisation :

— Mon passé :« *On sait ce que t'as fait avant de venir à l'armée. Ça fait longtemps que t'es surveillé. T'es un mec foutu...* »

— Mon avenir : « *Tu crois que tu trouveras du travail en sortant avec le dossier qu'on fait sur toi...* »

— Famille : « *Et tes parents, c'est pour eux, mais on va s'arranger pour que ce ne soit pas la joie* »...

— « *En tout cas ta femme, t'es pas prêt de la revoir. Elle est militante ? De toute façon t'es pas pret de la revoir. Elle t'attendra peut-être deux mois mais six mois ou plusieurs années, surement pas. Y'en a qui sauront en profiter...(suivent les grossièretés de circonstance).*

— « *Si tu crois que tes copains civils vont te soutenir. Même les syndicats ils sont contre toi, alors ?* »

— « *De toute façon, tous les autres ont parlé et tous ils t'accusent. En ne disant rien, tu fous ceux qui n'y sont pas pour grand'chose dans la merde. C'est dégueulasse, t'es vraiment une lavette un lache et un salaud. Tu nous cois pas ? ON va t'ammener X* ».

L'un d'eus arrive avec X : « alors X, tu le connais ce type là ? Tu nous a même dit qu'il était à telle réunion »

X répond : « *Moi ? Je ne vous ai rien dit de pareil* » Malgré l'épuisement et l'abattement moral, nous nous mettons tous dux à rire... de soulagement et de « victoire ».

Riposte de la SM : « *bon ça va vous êtes tombés dans le piège, c'est vous deux qui en prendrez le plus. Maintenant c'est terminé* »

Retour en cellule. J'essaye d'écrire mais on me refuse toujours le droit de correspondre avec ma femme. On m'ammène d'ailleurs une lettre d'elle. Elle est ouverte. Motif invoqué : ils voulaient vérifier s'il n'y avait pas de lame de rasoir. J'ai presque envie de rigoler...

TROISIEME JOUR :dernière entrevue « d'adieu » avec la SM . rien de nouveau. Puis entrevue avec mon colonel qui m'annonce qu'il demande pour moi 60 jours d'arrêts de rigueur et une mutation immédiate.

Le soir même, un adjudant vient me chercher dans ma cellule.« *Où va-t-on ? C'est grand l'Europe...* »

FABRICE

Albert

Deux officiers m'attendaient. Ils m'ont dit : « tu connais ce bulletin ? ».

J'ai hésité un peu, j'ai dit ou je crois que c'est les gens des comités de soldats. Ils m'ont dit : « on va discuter de ça ». Ils ont fait une perquisition ce qui est illégal. Ils étaient cinq, tous des officiers extérieurs à mon régiment et deux civils. Ils ont absolument tout fouillé et ils ont trouvé des choses gênantes, des livres, des journaux... Ils m'ont emmené à la sécurité militaire de la garnison et ils ont commencé à m'interroger. Ça a duré une quinzaine d'heures, de cinq heures jusqu'à neuf heures le lendemain matin.

Ils ont commencé par la méthode la plus facile : ils m'ont demandé d'écrire ce que j'avais à dire, ils m'ont dit qu'avec ce qu'ils avaient trouvé, je n'avais pas grand chose à cacher. Ils m'ont dit de le faire en deux parties : d'abord mes problèmes familiaux, et ensuite tout ce que j'avais fait au sein du comité de soldats, quelles étaient mes responsabilités.

J'ai préféré être précis seulement au sujet des pièces qu'ils avaient pris chez moi. Ils ont été vraiment furieux. Ils ont menacé tout le temps de me taper.

Au début, ils ont essayé de faire patte douce, mais quand ils ont vu que j'étais réticent, ils ont attaqué : « c'est fini, vous ne partirez jamais. vous allez passer le reste de votre vie en prison...»etsurlecoupquandtuesarrêté tu n'arrives pas à imaginer tout ce qui t'arrive, c'est tellement précipité que ça te fait peur, réellement ça a un impact sur toi. En plus il te menace toujours de la Cour de Sûreté de l'Etat.

Après ils ont essayé une autre tactique. Ils avaient déjà arrêté plusieurs de mes amis, ils m'ont donné la liste exacte. Ils m'ont présenté aux camarades comme un agent de la SM qui les avait trahis. Surtout ceux que je ne connaissais pas trop et qui étaient récents dans le comité. Ils se sont posé des questions sur moi en tant qu'engagé et ils ont sûrement craché.

A partir de là, j'ai demandé à voir une déposition écrite prouvant que ces gens là m'avaient dénoncé et avaient dénoncé tous les autres.

Ils ont fini par me les montrer. Ils ne savaient pas grand chose, puisqu'ils étaient tous récents dans le comité, mais il y avait tous les noms; un me traitait de meneur, l'autre d'élément modérateur.

Donc j'ai basé mon raisonnement sur le fait que ces deux là s'étaient accusés puis avaient accusé les autres.

Ils ont ouvert la porte du bureau d'à côté où il y avait un de mes amis et je crois que c'est à partir de ce moment là qu'ils m'ont présenté comme un agent de la SM mais il n'a rien dit du tout; ce n'est que sur le coup de trois heures du matin qu'il a commencé à cracher le morceau.

Ensuite, ils ont commencé à me faire signer des petites déclarations que je faisais pour essayer de construire une histoire qui colle avec ce qu'avaient dit les autres.

Pourquoi est-ce que tu essayais de construire une histoire ?

Oui, c'est peut-être mon tort, mais tu imagines bien l'état d'esprit dans lequel je me trouvais, il fallait que je trouve une issue, je ne pouvais pas nier sans arrêt avec le carton plein de pièces contre moi.

Tu n'as jamais pensé à leur dire « je n'ai rien à vous dire » ?

J'y ai pensé mais il était trop tard, c'était, c'était bien après au cours d'un autre interrogatoire.

Voyant qu'ils n'arrivaient à rien avec mes déclarations « spontanées » comme ils disaient, ils m'on mis dans un bureau où ils m'ont interrogé toute la nuit; ça a été assez ignoble. Ils ont insisté sur les principaux points pour essayer de savoir tout ce qui s'était passé, les gens surtout surtout. Ils me disaient tous les noms; ils me disaient vous n'avez qu'à signer; ils voulaient absolument une signature sur toutes les dépositions alors là, j'ai dit non jusqu'à 7 heures du matin; je n'en pouvais plus, j'ai signé une déposition tout à fait bidon et alors ils étaient tout victorieux, ils m'ont dit que j'étais comme la chèvre de monsieur Seguin qui s'était battue tout la nuit. C'était très poétique.

A propos de cet interrogatoire, il y a des points qui sont à noter, outre le chantage qu'ils peuvent faire sur ta vie personnelle, ils parlent beaucoup d'homosexualité, ils me mettaient avec des gars du comité et ils disaient on a des photos. Ils menaçaient d'interroger des amis que j'avais et qui n'avais rien à voir.

Pendant cette nuit, ils étaient toujours trois en permanence; ils se relayaient. Il y avait une certaine répartition des rôles, certains restaient dans un rôle paternaliste, d'autres étaient toujours très violents.

On m'a bousculé très sérieusement au cours de la nuit à un moment où je ne voulais plus rien dire. J'étais vraiment crevé; ils ont commencé un autre interrogatoire. Pendant quatre ou cinq heures, ils ont passé au peigne fin toute ma vie privée.

As tu eu d'autres confrontations ?

Oui, mais j'ai joué le jeu de ne connaitre absolument personne; ils nous ont présenté « vous vous connaissez », alors l'autre il a dit oui et moi : ah excuses moi, non je ne connais pas », et ainsi de suite. Par la suite comme ils ont su à peu près tout, j'ai dit « j'avais oublié ... ».

Après, ils m'ont présenté à un gars que je connaissais très bien et là ça a été interressant : on ne s'est reconnu ni l'un ni l'autre. C'était quand même encourageant pour moi : je n'avais vu que des gars qui avaient laché, je me sentais pas mal isolé.

Ensuite, ils on posé des questions sur les réunions où j'avais été, où et quand; ils voulaient absolument tout savoir sur le comité de soldats; c'était très embêtant parce qu'en même temps, les atures faisaient des déclarations, il y avait beaucoup de gens qui tombaient et qui parlaient à leur tour. Ils étaient reliés ensemble alors à chaque fois, ils venaient me voir et me disaient « tu vois, il y a untel qui a craché, il a dit ça, est-ce que c'est vrai... » Je n'arrêtais pas de nier; plus ça allait plus je m'enfonçais; et ça a duré quand même trois jours.

La troisième journée d'interrogatoire je ne l'ai pas du tout supportée parce qu'ils devenaient de plus en plus précis, du fait que je me contredisais sans arrêt, je n'arrivais plus à m'en sortir et ils me donnaient les responsabilités les plus grandes. Ils m'ont accusé de financer le comité, d'être à la tête de tout, d'être l'élément de coordination. A partir de là, je me suis vraiment fâché, j'ai commencé à gueuler quelque chose, qu'ils n'ont vraiment pas apprécié.

Cette journée était assez pénible et j'ai refusé catégoriquement de manger. Ils avaient très peur d'une grève de la faim, alors ils m'ont accompagné au restaurant, ils m'ont payé le restaurant et je n'ai pas touché un plat, et là ils étaient furieux. Je n'avais aucun moyen de défense, il fallait que je donne un peu le ton, en plus je pense que j'avais plus ma tête à moi dans ces conditions. Je n'avais aucune intention de faire une grève de la faim mais il fallait que je fasse quelque chose et j'ai quand même sauter trois ou quatre repas.

D'après ce que tu as su après, un seul gars a nié ?

Non, d'autres ont nié aussi. Ils nous tenaient au courant de la progression de l'enquête dans le régiment. D'après ce que j'ai su plus tard, c'était exact. Je voulais toujours voir les dépositions signées des copains et le dernier jour, ils m'ont amené les dépositions des deux copains qui n'avaient pas cédé jusqu'au dernier moment; à partir de là, j'ai craché tout ce qui avait été dit par les autres, cachant encore ce qu'ils ne pouvaient pas savoir, j'ai signé et ça a été fini.

Tu ne t'es jamais demandé si les déclarations ne pouvaient pas être fausses ?

Ils faisaient signer en bas, et je connaissais quelques signatures. Mais ça me posait vachement de questions, je ne pouvais pas le croire.

Ils voulaient absolument savoir les rapports entre les régiments. Là j'ai pu voir quelques choses interressantes au niveau des dossiers SM qu'ils avaient. Ce sont des petites fiches où il y a une photo en bas. Ils cachaient le reste à chaque fois qu'ils montraient la photo. Vu que j'avais tout craché, ils croyaient qu'il n'y aurait aucun problème pour que je dise le reste, alors ils sortaient leurs dossiers, tout classés, avec leur petite fiche d'un placard en fer. J'ai retrouvé des copains qui n'avaient vraiment rien à voir avec le comité, mais ils étaient repérés dans le civil, ils étaient fichés.

Comment se portait ton moral aux différents stades de l'interrogatoire ?

Au début, j'ai eu beaucoup de mal à réaliser ce qui arrivit et à en voir les conséquences. Par la suite, ils m'accusaient, je m'enfonçais et je niais tout autant et à la fin, ils ont essayé de me rassurer me disant que tout s'arrangerait, que j'en aurait pas pour six mois, j'en suis ressorti, j'avais quand même un peu espoir.

Tu prévoyais ça depuis le début ?

Non, avant qu'ils me fouillent ma chambre, je ne pensais pas que les copains lâchent aussi facilement, je me disais, je vais nier d'un bout à l'autre, ils ne pourront jamais rien prouver... Ça s'est passé tout à fait autrement. Mais à partir du moment où ça a commencé à se dessiner, j'étais à peu près sûr de faire deux ans de prison. Je ne pouvais pas entrevoir pire, je niais, je déconnais, je faisais n'importe quoi.

Tu as l'impression qu'ils savaient beaucoup de choses dès le début de l'interrogatoire ?

Ils ont attendu d'avoir le maximum de renseignements pour commencer à faire tomber des gens. Après ils se sont surtout attachés aux responsabilités de chacun dans le comité, mais ils savaient à peu près tout, les noms des participants... et ils connaissaient les noms des nouveaux qui venaient d'arriver dans le comité dans les derniers jours, et ils les ont chopés aussi.

Ils ont fait un gros travail d'enquête, régiment par régiment; ils savaient même des petits détails que nous on avait oubliés, et quand il y a eu le trait d'union entre les régiments, et qu'ils ont décidé d'intervenir, tout a sauté.

Théo

Un inspecteur de la SM est venu dans mon unité en civil. On m'a convoqué dans le bureau de mon capitaine. On m'a dit monsieur est de la SM; il voudrait fouiller votre armoire. Il y avait l'inspecteur de la sécurité militaire et un officier de mon unité.

Donc on fouille mon armoire; on ne trouve pas les journaux. On m'amène dans les locaux de la SM, moi demandant qu'est ce qui se passe, vers cinq heures de l'après midi. On m'a interrogé jusque vers dix heures du soir. Tout de suite il y a eu le chantage, menaçant d'aller perquisitionner chez ma fiancée. Au bout d'environ trois heures d'interrogatoire debout, j'ai reconnu ma participation au comité de soldats et puis c'était tout.

Ensuite, on m'a mis devant une feuille blanche et on m'a dit « bon, tu racontes »...

Le premier soir, je n'ai pas tellement parlé, sauf à un moment oú ils ont fait un gros chantage, ils m'ont dit tu ne vas pas te foutre de nous plus longtemps, ton petit copain machin (qui était déjà civil depuis plusieurs mois), dans un quart d'heure, il va être arrêté par la DST, alors tu peux le dénoncer, on sait que c'est un « meneur ». C'était toujours le chantage sur les civils. J'ai peu entendu parler de la Cour de Sûreté de l'Etat. L'autre chantage, c'était « tes copains ont parlé, vous avez beau être communistes, maintenant, c'est la démerde individuelle, essayez de vous en tirer au mieux de vos intérêts personnels, si tu parles, tu n'auras peut-être que 30 jours d'arrêt de rigueur au lieu de 60 ». Ça, je n'y croyais pas tellement; ce qui m'impressionnait, c'était les menaces sur les civils.

Est-ce qu'ils jouaient le même rôle seul et devant les autres ?

Pour moi par exemple, il savait que je fumais. Ils m'avaient interdit de fumer; je n'avais pas demandé à fumer parce que je savais très bien qu'ils refuseraient, et ce mec étant resté seul avec moi, il m'a offert une clope, pendant que les autres n'étaient pas là.

J'ai vu pire. C'était un adjudant-chef, il avait le rôle très très sympathique, alors quand on m'avait laissé un peu seul, il est venu m'apporter des sandwiches. Il était très gentil, presque reconnaissant et à moment, il a attaqué « tu es sûr que tu ne veux rien dire... dis nous au moins ça... »

Ils voulaient savoir qui m'avait fait prendre contact, si je savais exactement qu'il y avait un comité qui s'était formé ou si au contraire j'avais eu tendance à l'impulser.

De temps en temps, on parlait des organisations politiques d'extrême gauche. Ils étaient très renseignés sur les problèmes de division de l'extrême gauche. Ils voulaient savoir si j'avais été militant dans le civil.

J'avais dans mon carnet d'adresses des types avec qui j'ai fait mon instruction, qui n'étaient absolument pas mouillés dans des affaires de comités; j'ai appris que ces copains avaient reçu la visite de la SM.

Il faut préciser qu'aussi bien la SM que la gendarmerie au moins ont des rapports de la gendarmerie allemande sur les réunions de comité de soldats qui se passent en ville. J'ai vu un rapport en allemand qui disait qu'une voiture de patrouille avait signalé la présence vers huit heures du soir de quatre ou cinq soldats français discutant avec des papiers à la main, sur les marches d'un jardin public. Ça permet beaucoup de choses à la SM. A propos de cette réunion, qui me concernait, j'ai donné des descriptions tout à fait au hasard des types qui y participaient. Un exemple des pièges qu'ils me tendaient, c'est qu'une heure plus tard ils me demandaient de refaire la description et il faillait me souvenir de ce que j'avais dit la première fois.

A propos de ton système de défense vis à vis de la SM ?

Vis à vis de la SM, tant qu'ils n'avaient pas trouvé les journaux, donc qu'ils avaient aucune preuve, j'ai tout nié. Ça a pu durer deux heures, pas plus. Ensuite je n'ai pas eu de système de défense; au fur et à mesure des questions j'inventais des trucs. J'évitais de confirmer mais au bout d'un moment je confirmais quand même parce qu'ils continuaient leur chantage, parce que j'en avais marre... Je n'ai jamais adopté une stratégie bien claire de défense.

A partir du moment où mes parents ont appris mon arrestation, ils ont pris contact avec un certain nombre de personnes qui ont contacté un avocat, qui m'a écrit immédiatement. Il ne pouvais rien faire puisque je n'étais pas inculpé, mais il pouvait me donner des renseignements sur ce que je risquais, ce que je ne devais pas déclarer.

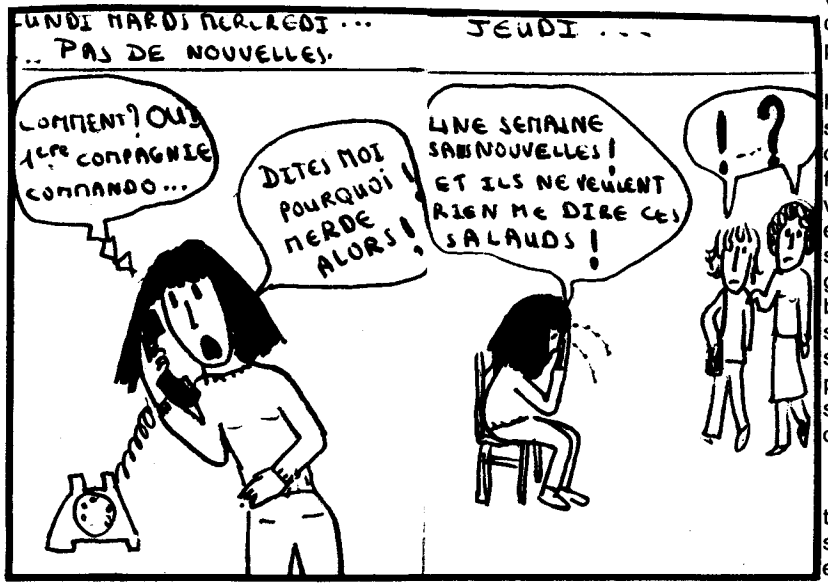
UN EXEMPLE...

A SUIVRE

La richesse d'expérience que constitue les luttes menées par les comités de soldats, l'énorme réservoir de mémoires dispersées au fil des libérations, tout cela constitue un capital précieux pour tous ceux qui se battent dans les casernes. Si nous avons pensé que le journal devait être l'écho de ce qui se passe à l'intérieur même de la « grande muette », c'est parce que selon nous, il n'est pas possible qu'un mouvement isolé et réprimé quotidiennement dans le silence ait des chances de succès. Nous avous tous (pour ceux qui y sont passé) connus les difficultés d'organisation à l'intérieur d'une caserne. Comment favoriser le plus possible le regroupement des appelés, voire d'engagés?

Une caserne banale...

En ce qui me concerne, je peux évoquer briévement quelques éléments d'expérience. Comme beaucoup, j'étais en Allemagne, dans un régiment de fantassins, ni plus dur ni plus mou qu'un autre!... Les conditions particulières de vie dans ce territoire « partagé », ont une résonnance particulière. L'éloignement, le déracinement culturel, l'absence totale d'activité de loisirs (en dehors du très national foot où tout le monde est copain, du capitaine au bidasse....), la xénophobie entretenue subtilement par l'exarcerbation d'un chauvinisme bien mâle, etc, pèsent sur les soldats un peu plus, peut-être qu'en France. Dans ce cadre d'oppression particulier que représente l'Allemagne, il fallait trouver, des formes de luttes particulières que nous pensions généralisables.



(SUITE P.16)

Certains soldats pensent qu'ils sont avantagés en Allemagne à cause de la détaxe de certains produits... Nombreux sont ceux qui empruntent même de l'argent pour pouvoir acheter une chaine Hi-Fi ou un appareil radio-cassettes. Ils sont vraiment très nombreux.

Cette situation dont nous allions profiter était l'existence d'un réseau entier de récepteurs radio-casettes couvrant la totalité de la caserne, laquelle était une caserne banale, dans une armée banale...rien d'extraordinaire, non?

Une autre culture

Alors au lieu d'écouter Sardou, Haliday et Cie on a pensé contre balancer ce mouvement par la fabrication d'une cassette culturellement et politiquement alternative. Nous avons donc enregistré le texte de notre plateforme en illustrant abondamment avec les chants traditionels du mouvement ouvrier sur l'armée et contre la guerre...nous avons également inclus le texte de l'appel du Collectif des femmes et enregistré des chants du mouvement des femmes. La première bande faite, on n'avait plus qu'a tenter une première audition collective. On ne s'attendait pas à un tel succès! Tous les copains autour de nous voulait l'enregistrer et le débat fut ainsi ouvert plus profondément, démontrant ainsi que c'était vraiment facile de s'exprimer avec peu de moyens. Tous ont reproduit la cassette et nous l'avons fait circuler pas mal, c'est une méthode discrète et efficace. Comme nous étions de nature assez méfiante, nous avions demandé à une camarade de nous prêter sa voix pour enregistrer les textes, c'est curieux mais ça ne choquait pas les bidasses qui l'écoutaient pour la première fois. Ensuite l'idée que chacun d'entre nous pouvait être un reporter du comité fit son chemin; on voyait des gars enregistrer le colonel le vendredi au rapport et le repasser après la prise d'armes dans le rire général et la critique chaque fois plus féroce et plus poussée du discours répété quatre fois par mois.

Les cassettes ainsi produites ont rapidement disparu de la circulation, ça on ne s'y attendait pas. C'était simplement que la plupart des copains les avaient ramener chez eux, pour les faire écouter à leur famille. Et les familles toutes en chœurs : « c'est vraiment bien ça! Et vous êtes tous d'accord avec! » C'était vraiment dur d'être en désaccord avec la plateforme... chacun y reconnaissait ses revendications justes, précises et expliquées. Un grand nombre de gars prenaient des photos, dans le même but; on avait en projet un dossier bien documenté sur la santé, la sécurité, l'hygiène et la salubrité... les hangars se sont écroulés à temps pour qu'on les photographient. Une photo de la caisse à outil de l'électricien aurait fait succomber l'inspecteur du travail qui, lui, n'a pas droit de cité... dans ces lieux frappés du « secret militaire ».

Afin que toutes les expériences intéressantes ne tombent pas dans l'oubli, il serait utile que chacun mette sur le papier son vécu militaire, afin que d'autres s'en emparent...

Intox a la une

« *des espions russes voulaient noyeauter les comités de soldats* » (1e édition); « *des espions dans les comités de soldats* » (dernière édi.) : Ces lignes font les gros titres de la une de France-Soir le 21 février.

La première réaction est évidemment d'éclater de rire devant le grotesque de la chose. Mais quand on se souvient que Hersant grenouille dans tous les coins et recoins du pouvoir, le rire devient un peu jaune et l'envie nous prend de lire attentivement l'article.

Les trois-quarts sont consacrés à l'arrestation et à l'expulsion d'un fonctionnaire soviétique de l'UNESCO qui faisait de l'espionnage industriel. Du sous James Bond! Puis brusquement, en page quatre on passe aux comités de soldats. Cette partie présente la particularité de n'avoir strictement aucun rapport avec la première. On y trouve un résumé de l'affaire des CS tel que France-Soir l'a comprise, puis enfin dans les dernières lignes, quelques phrases sensés justifiées la manchette. On y apprend notamment que « des personnages douteux **auraient** réussi à s'infiltrer dans les comités de soldats », « que des soldats appartenant aux comités de Besançon et de Cazeaux **auraient été** cuisinés plus ou moins savamment par des espions soviétiques ». On voit donc ce qui permet à France-Soir d'essayer de discréditer auprès de l'opinion publique les luttes des soldats. Cela s'appuie sur aucun faits précis. Ce ne sont que des ragots sans aucun fondement réel, des suppositions jamais justifiées même par un début de preuve, l'artificielle juxtaposition de l'espionnage industriel et des luttes des soldats.

Alors une question se pose : pourquoi un tel article? Cela fait-il partie de l'intoxication habituelle que diffuse chaque jour des journeaux comme France-Soir? Entre la drogue hier, et les voyous qui dévalisent les vieillards demain, on glisse les comités de soldats aujourd'hui. Serait-ce une nouvelle manifestation des rivalités Chirac-Giscard à la veille des élections municipales et plus très loin de la visite de Brejnev en France? Ou cela annonce-t-il une nouvelle offensive centrale contre les comités de soldats (au moment où ceux-ci connaissent une vague de développement et d'organisation sans précedent) et ceux qui les soutiennent?

De toutes façon, la vigilance s'impose. Le pouvoir ne doit pas prendre prétexte de ce genre de « révélation » pour retarder les derniers non-lieux, aux inculpés devant la cour de sureté de l'Etat.

(SUITE P17...)

AU CAMP DE CANJUERS

DEUX SOLDATS DU CONTINGENT SONT TUES DANS UN ACCIDENT

Deux soldats du contingent ont trouvé la mort, le jeudi 3 mars, au camp de Canjuers (Var). Les deux appelés, appartenant au 21 régiment de chasseurs CPCT, ont été tués dans un EBR (engin blindé de reconnaissance). Le véhicule a fait plusieurs tonneaux, la piste sur laquelle il circulait s'étant affaissée.

Les deux victimes sont MM. R. Calves, et F. Grimard. C'est le deuxième accident à Canjuers depuis le 24 février, où un jeune appelé, R. Plesset, de Marseille, avait été tué à Bord d'une jeep.

(*Extrait de presse*).

Comme une plate-forme c'est chiant !....

Nous entamons ici une rubrique qui permette d'illustrer les revendications présentes dans les plates-formes des comités de soldats . En effet, parmi les critiques qui nous ont été faites, revenait souvent le fait que l'écho était un journal pour »initiés», très peu compréhensible par quelqu'un qui n'était pas passé par la caserne.

Dans ce premier épisode, nous nous référons au droit à la sécurité, respect des normes civiles pour le permis de conduire militaire.

« A l'armée, je ne vais pas perdre (ou j'ai pas perdu) mon temps : je passerai mes permis » Qui de nous n'a pas entendu (ou pensé) cette phrase ? »

En effet, c'est un lieu commun de dire que c'est facile d'avoir son permis à l'armée. Mais cette facilité entraine de graves dangers : en témoignent les dizaines d'accidents souvent mortels qui se produisent chaque année.

Pourquoi est-ce si facile d'obtenir son permis ? :

— d'une part le permis de conduire est un extraordinaire moyen de chantage sur les gars, chantage permanent qui s'exerce toute l'année, même après la « confirmation » : « si tu fais le con (refuser de cirer les pneus pour un défilé, refuser de conduire « sous prétexte » qu'on n'a pas dormi depuis 48 heures, à cause de manœuvres ou de retour de perm.), on te sucre ton permis et t'iras crapahuter chez les G.V. (grenadiers voltigeurs) en compagnie de combat. »

Ce chantage marche d'autant plus que le permis de conduire est trés cher dans le civil, notemment le permis poids lourds : 3 000 F ou plus, et qu'en ces temps de chomage, avoir le permis peut permettre de trouver un autre boulot;

— d'autre part, l'armée a besoin de chauffeurs, ne serait-ce que pour entretenir les véhicules.

Le permis s'obtient en trois temps.

1 — Le passage de tests, code et route, donnant le droit d'apprendre à conduire les véhicules militaires sur route.

2 — La « confirmation », aprés avoir fait un nombre réglementaire de kilomètres dant certains de nuit, donne le permis de conduire militaire.

3 — La validation qui permet de transformer son permis de conduire militaire en permis civil.

Tout ça, c'est réglementé, mais même ces normes militaires, pourtant trés inférieures aux normes civiles, ne sont pas appliquées.

Q'en est-il ! :

— Bien souvent les « moniteurs » de FRAC (formation rationnelles accélérée — c'est sûr! — de conducteurs) n'ont aucune qualification pour enseigner le code ou la conduite. Ils ont été choisis parce qu'ils plaisaient au chef de section !

— Pour avoir son code, il ne faut pas faire plus d'un certain nombre de fautes (5 dans le civil pour les mêmes tests) ce certain nombre étant calculé sur la base de la moyenne de fautes commises par le candidats, souvent ugmenté en fonction du nombre de chauffeurs nécessaires (ça varie entre 10 et 20 fautes sur 40 !).

Pour le permis « char », sont envoyés à Carpiagne le nombre nécéssaire de pilotes. Il faut donc qu'ils reviennent **tous** avec leur permis !

La « confirmation », en violation des textes militaires en vigueur, se fait souvent sur le tas, c'est-à-dire que le gars qui a fait une demie-heure de conduite est laché dans la nature avec 20 bonshommes dans la caisse. Et là, se pose un autre problème, en effet un bidasse ne doit pas être une personne à part entière car dans le civil il faut son permis transport en commun pour transporter plus de huit personnes, à l'armée, non...

Et que dire des conditions de conduite notemment le temps de conduite (réglement dans le civil). Des chauffeurs roulent souvent 24 heures ou plus d'affilée pendant certaines manœuvres.

Les normes civiles de sécurité des véhicules ne sont pas appliquées (exemple, les ralentisseurs, les sièges et protection des passagers, arceaux...).

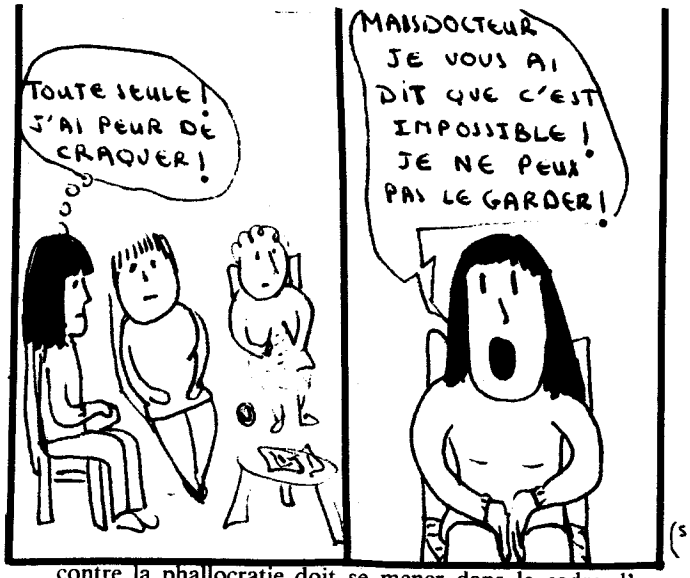
Il ne s'agit pas bien entendu de refuser aux appelés de passer leur permis mais qu'ils puissent le faire **tous** en bénéficiant d'une formation réellee et ce, sans chantage.

Il s'agit d'imposer le respect du code de la route et des normes de sécurité civiles.

(SUITE P 18)

5 soldats violent une jeune fille en Alsace, la hiérachie militaire ouvre des « bordels » pour ses légionnaires.

ETRE UN HOMME : MEPRISER, NIER, VIOLER LES FEMMES ?



(SUITE P19)

L'armée fera d'eux des hommes :: c'est ce que le colonel ne manque pas de rappeler dans une lettre aux parents et épouses des soldats lors de leur incorporation.

Dès les premiers jours, après la « tonte », la photographie, l'armée bourgeoise déploie toute sa panoplie : cross, marches, raids, bivouacs, combats, manœuvres, parcours du combattant, autant d'activités qui gonflent les muscles, redressent les torses, vident les têtes et qui donnent l'apparence d'un « homme », d'un vrai.

Mais les soldats qui éprouvent la moindre difficulté en « crossant », bivouaquant, combattant ou manœuvrant, ne peuvent être que des « femmelettes », des « pédés » pour la hiérarchie, et ils sont sanctionnés par les corvées : nettoyage, épluchage... Ces tâches étant perçues à l'armée comme ailleurs comme des activités spécifiquement féminines et avilissantes.

A travers toutes ces choses, l'armée bourgeoise cherche à briser tout ce qui n'est pas « mâle », « viril », et par là même accentue le mépris envers les femmes.

Dans l'armée bourgeoise, la seule reconnaissance des femmes est instituée dans les insultes, les mots de passe de garde, les chansons paillardes, les bandes dessinées porno : bref, toujours la violence vis à vis des femmes.

Pour les soldats, cela se concrétise aussi par les blagues phallocrates entre eux dans la caserne, et à l'extérieur par les sifflets, la drague, et même le **viol.**

Mais, on ne peut croire que l'armée seule déclenche de telles attitudes : le mépris des femmes est partout présent (dans la famille, à l'école, au travail...), l'armée bourgeoise ne fait que l'accentuer et le développer.

Et ce n'est pas parce que le mépris des femmes et toutes ses manifestations existent dans toutes les institutions bourgeoises que nous l'admettons, ce n'est pas parce que des hommes sont plus opprimés que d'autres que nous les excusons.

Nous ne sommes pas des « repos du guerrier », « repos des travailleurs », bonnes à tout faire.

Nous, femmes du collectif femmes armée tenons à affirmer qu'en aucun cas, la phallocratie ne peut être excusable, que l'on ne peut se réfugier derrière l'analyse des conditions et des causes de la phallocratie et de ses manifestations pour excuser celle-ci.

S'il est vrai que le viol, attitude extrême de la domination de l'homme sur la femme, a des causes idéologiques et politiques profondes, il est également vrai que la bataille contre la phallocratie doit se mener dans le cadre d'une dénonciation totale de la place faite aux femmes dans la société, que cette bataille doit être menée dans toutes les institutions bourgeoises et dans ce cadre là, les soldats doivent se battre, avec les structures qu'ils se donnent, pour la dénonciation du mépris et du dénigrement de la femme qui sont présents et renforcés à l'armée.

En le faisant, c'est leur propre cause qu'ils défendent, contre l'oppression subie au nom de la virilité.

Mais le mouvement des femmes peut et doit apporter sa contribution à cette lutte en développant, en affirmant le point de vue des femmes par rapport à l'armée.

Collectif Femmes-Armée

Femmes, l'armée nous interesse !

Nous sommes maintenant un certain nombre de femmes, de compagnes ou de mères d'appelés ou d'ex soldats à nous réunir. Le désintérêt des autres femmes sur les problèmes de l'armée est révélateur des tâches d'information et de propagande que nous avons à effectuer pour que l'armée soit l'affaire de toutes et pas seulement des femmes qui y sont confrontées par l'intermédiaire de leur copain.

POURQUOI ON SE RÉUNIT?

Parce qu'on en a besoin. Pour rompre l'isolement dans lequel on se trouve. Pour rencontrer d'autres femmes qui sont dans la même situation que nous, qui ont les mêmes problèmes.

Par exemple discuter de la façon dont on vit les « perms » du copain.

Des transformations que subit le copain à l'armée. Parler de la contradiction dans laquelle se trouvent les femmes entre le désir d'être solidaires de leurs copains appelés, mais aussi des heurts qui proviennent de l'incompréhension des copains de la vie civile, de nos problèmes de femmes et du role de maman ou de pmutain que veut nous fair tenir l'armée.

NI MAMAN; NI PUTAIN; FEMMES EN LUTTE !

Mais pour avancer sur ces questions, on pense qu'il ne suffit pas de nous réunir et d'en parler. Il faut toucher les femmes qui sont dans la même situation et qui n'ont d'autre solution que la résignation. Briser l'isolement dans lequel sont confinées compagnes et femmes de soldats.

Se faire connaitre en expliquant nos revendications par rapport à l'armée. Revendications rejoignant les luttes des soldats en lutte : choix de la date et du lieu d'incorporation par les soldats. Permissions régulières et non soumises aux chantages de la hiérarchie. Dénonciation et lutte contre l'oppression quotidienne, brimades, corvées, avec comme toile de fond le phallocratisme le plus féroce qui soit.

C'est pour cela que nous sommes partie prenante du CNSLS. Pour nous le CNSLS est un lieu pour défendre le point de vue des femmes sur l'armée et dénoncer l'armée comme lieu de diffusion du phallocratisme. Dénoncer l'exclusion des femmes de l'armée, non pas qu'on revendique pour les femmes de faire un service militaire semblable à celui que les hommes font actuellement mais qu'on refuse d'être exclues d'un domaine politique essentiel, et que cette exclusion en dit long sur ce qu'est l'institution militaire.

En conclusion nous appelons toutes les femmes à nous rejoindre pour mener la lutte contre l'armée bourgeoise . Nous appelons toutes les femmes intéressées à nous contacter en écrivant au « Collectif Femmes »

c/o Comité Larzac Paris 12 rue Censier 75005 Paris.

Nous appelons toutes celles qui se sentent concernées à constituer, comme nous l'avons fait à Paris des collectifs locaux.

Nous voulons publier une brochure qui exprime enfin le point de vue et la lutte des femmes par rapport à l'armée: tous les témoignages sont les bienvenus ! Isolées, l'armée nous ignore, elle ne nous craint pas ! Unies, organisées, osons prendre la parole et lutter !

Collectif-Femmes

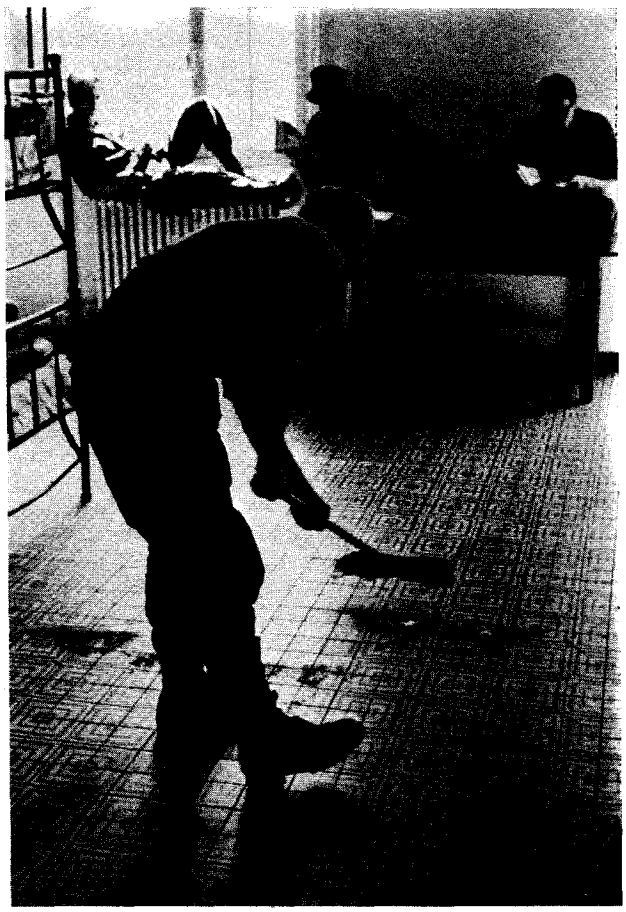
Qu'est ce que la disponibilité?

Le nouveau réglement de discipline générale aux armées (RDGA de sept. 75) distingue désormais, magnanime inovation, le temps de travail du temps de loisirs dans l'organisation de la vie quotidienne dans nos casernes. Or, dans leurs cahiers ou plate-formes de revendications, les soldats continuent de réclamer la disposition effective de leur temps libre. Qu'en est-il excatement? Théoriquement on nous octroie quotidiennement une pose après déjeuner jusqu'à 14 heures et les heures du soir après le dîner. Le midi les gars se détendent dans la cour ou dans la chambre; le soir, l'ouverture du foyer, parfois le cinéma ou de très rares activités culturelles, sont, à moins de sortir en ville (financièrement difficile, surtout en FFA), la seule alternative pour ceux qui ne veulent pas rester en chambre, par ennui et parfois par crainte d'être dérangés ou réquisitionnés. Ces heures supplémentaires imposées arbitrairement ont généralement pour cause une mauvaise organisation du travail de la semaine ou de la journée. Les soldats feront les frais d'un oubli ou d'une négligence de la machine hiérarchique. Pour exemple ce camarade racontant que durant son service en FFA, une projection de film suivie d'une conférence culturelle en français devait avoir lieu en ville, à l'initiative d'une association franco-allemande, pour laquelle aucune information n'avait été faite dans la caserne. Le soir de l'événement, un gradé consciencieux et inquiet de la réputation de notre glorieuse armée, fit réquitionner des soldats qui avaient le malheur de se trouver dans leur chambre à ce moment là et les expédia dare-dare à la conférence. Cette anecdote est à l'image des soi-disant droits des soldats face aux décisions hiérarchiques. La « semaine », durant laquelle, par roulement, les soldats effectuent les services collectifs (corvées) voient souvent des effectifs insuffisants par rapport au travail à faire. C'est ainsi qu'un gars peut être appelé en renfort pour une garde de nuit de 18h à 7h du matin, puis à 7h 30 prendre son service à l'ordinaire jusqu'au soir, parfois tard, puis recommencer le lendemain, puis faire un nouveau tour de garde. Où est le temps libre quotidien?

Parfois encore, pour certains « boucs émissaires », « têtes de turc » et autres « mal vus », le simple fait de sembler inoccupés aux heures de loisirs est prétexte au défoulement et à la hargne stupide de certains supérieurs, véritables distributeurs de corvées brimantes.

Entre 11h 30 et 13h 30, c'est normalement une heure de repos, ça n'empêche qu'il faut bien faire les corvées à coups de sifflet, sinon on écope de 10 jours d'arrêt pour corvée non faite. Alors, le temps libre, le temps de repos, ah les bons mots. La division entre temps libre et temps de travail est toute théorique, puisqu'elle ne dépend que du bon vouloir de ceux qui sont censés la respecter et l'appliquer, de la mentalité et des états d'âme des petits gradés. C'est pourquoi sur ce point comme sur tant d'autres, seule l'acquisition des droits démocratiques donnera aux soldats la possibilité de se défendre, de discuter, de refuser des ordres abusifs et de faire respecter, comme n'importe quel travailleur, la libre disposition d'eux-mêmes en dehors des heures de travail.

Notons que lors des manœuvres cette distinction théorique n'existe même plus. On ne voit pas pourquoi les simulations guerrières dont on peut contester l'objet et l'opportunité donneraient le droit de crever les soldats à l'exercice.



DERNIERE NOUVELLE...

Les collectifs de Caen et Saint-Lô ont diffusé le dimanche 7 mars, un tract aux soldats rentrant à leurs casernes. Ce tract comportait une partie de présentation du collectif, une reprise d'un texte du « *sapeur majeur* » (journal du CS de Vieux Brisach). Une autre partie sur le suicide de F. Belkassa à Landau et une dernière minute sur l'accident qui à fait deux morts a Canjuers. Nous avons reçu un écho très favorable de la part des soldats. Le soutien continue!

LA VIE DES COLLECTIFS.

Une réunion nationale du CNSLS s'est tenue comme prévu courant février. Etaient présents des camarades d'une quinzaine de villes de province et d'une demi-douzaine de groupes issus de la région parisienne; ainsi que des représentants des objecteurs et insoumis.

Son objectif, défini lors de la première réunion nationale du9 février,était de faire le point sur les différentes actions du collectif, et en particulier sur le contenu du premier numéro du journal, dont elle devait être l'occasion d'une première approche critique.

Faire le point, donc, sur les actions déjà entreprises depuis la création du collectif (et ce fut l'objet de la première partie de la réunion, où les représentants des différents collectifs locaux purent présenter leurs groupes respectifs, et proposer les points qu'ils souhaitaient voir examiner par le collectif national); mais aussi à entreprendre, ce qui ne manqua pas de poser un certain nombre de « problèmes» de fond ayant trait directement à la « plateforme » que s'était donné le collectif lors de sa constitution, et reflétant les débats ammorcés dans les différentes composantes du collectif. Il va sans dire qu'il serait évidemment trop long d'en rendre compte ici dans le détail (ce sera l'objet des tribunes à paraître dans les n°s à venir). Tout au plus peut-on essayer d'en dégager les principaux axes de façon succincte, mais volontairement la plus concise possible, afin qu'ils puissent nous servir de base de discussion et d'action; et par là contribuer à l'élaboration collective de la plateforme définitive que nous nous donnerons.

C'est à la quasi unanimité que fut d'abord réaffirmée notre volonté d'une plateforme « très large », seule à même de rendre le collectif le plus efficace possible sur le plan du soutien (direct et indirect) aux luttes des soldats. C'est-à-dire faire en sorte que le maximum de gens soient informés et se sentent concernés par leurs luttes et leurs revendications. D'emblée, c'était se définir deux objectifs principaux : une action d'information en direction des civils; une autre en direction des militaires eux-mêmes, auxquels il s'agit de fournir les éléments qui leur permettront de sortir de l'isolement dans lequel on les maintient.

Cela ne signifie nullement que le collectif élude les problèmes de fond : antimilitarisme, objection et insoumission. Bien au contraire, il se révéla unanime pour ce qui est d'aborder ces questions dans les colonnes du journal. Car s'il est évident, par exemple que le mouvement des objecteurs fait, actuellement, partie intégrante du mouvement revendicatif d'opposition contre la militarisation de la société (bien qu'infiniment minoritaire comparé aux autres formes de lutte de la masse des appelés), ce n'est sans doute pas la plus efficace; surtout si les « conditions » venaient à changer : l'instauration progressive d'une armée de métier rendrait totalement inopérantes l'insoumission et l'objection. Alors que les luttes actuelles des comités de soldats pour l'obtention des droits démocratiques peuvent être, dans un premier temps, considérés comme la meilleure des garanties.

En ce sens, les camarades objecteurs et insoumis ont leur place dans le collectif. Leur action ne peut être à priori ignorée, même si certains émettent des réserves quant à l'éfficacité à plus ou moins brève échéance de la forme de lutte qu'ils se sont donnée. C'est une réalité qui relève d'un choix toujours possible pour ceux qui se trouvent confrontés à l'armée. Le collectif, fidèle aux buts qu'il s'est donné, n'a pas à trancher à la place des interressés, même s'il estime dans sa grande majorité que les conditions évolueront, l'obligeant à une position plus nette...

La dernière partie de la réunion fut consacrée aux problèmes strictement organisationnels, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du comité de rédaction du journal, problème fondamental, parce que nécessitant l'accord de tous, afin d'éviter le problème des exclusives dans toute la mesure du possible

Chacun devrait pouvoir apporter sa contribution et participer au choix inévitable de par la place dont nous disposons.

Dans un premier temps, il a été décidé de la tenue d'une permanence hebdomadaire du comité de rédaction comme étant la seule solution que nos moyens nous permettent de mettre en place pour le moment.

Tout ces points seront revus, et approfondis lors de la prochaine réunion.

Le 1er février à Montrouge, M. Ginoux, le très réactionnaire maire de la ville,organisait une réunion « d'information » pour les futurs appelés de Montrouge.

Connaissant le passé Algérie française de Ginoux, on pouvait se douter à l'avance du genre d'information qui allait être donné aux futurs appelés.

Pensant que les témoignages D'anciens appelés, de compagnes de soldats et d'antimilitaristes manqueraient un peu à la soirée,le Collectif local de soutien aux luttes des soldats de Montrouge a donc décidé de s'y rendre.

Nous n'avons pas été déçu du voyage: une belle brochette de gradés de tous poils avaient été choisie par Ginoux pour faire son intox.

Le menu était donc excellent, surtout pour des anciens appelés qui avaient dû subir pendant un an ou plus la dictature kakie de ces galonnés.

Après un petit speech pour sur les formalités d'incorporation, un fringant commandant monte à la tribune pour

suite de la page 21
expliquer ce qui peut attendre une recrue pendant son service.

O y apprend que finalement le grand pied c'est quand on crapahute, le fusil dans les mains, le sac sur le dos et tout et tout; qu'en utilisant la démerde individuelle ça se supporte service militaire ça se sopporte mieux.Que les ceusses qui ont de la chance, c'est bien ceux qui se retrouvent dans les villes de garnison « parceque avec les petites filles ça marche bien » (merci pour les femmes). Après, c'est le moment des questions, celui qu'on attendait. En se faisant passer pour de futurs appelés, on a pu poser quelques questions vicieuses (sur la solde, la sécurité, les perms, etc.)°pour voir jusqu'où ils étaient capable de mentir. On a pu ainsi les prendre en flagrant délit de mensonge : prix des billets sncf pour les FFA, conditions de sécurité etc.

Le clou de la soirée. quand on s'est présenté : anciens soldats, femmes de soldats. Après avoir vainement essayé de nous faire taire (la salle nous était très favorable), *nous avons enfin pu nous en donner à coeur joie pour* dénoncer la réalité des conditions de vie dans les casernes, les brimades, les accidents par manque de sécurité élémentaire, l'armée briseuse de grève, bref tout ce qu'un appelé peut vivre dans une caserne.

Des commandants blancs de rage et impuissants, ça ne se voit pas tous les jours...Un seul regret : qu'il n'y ait pas eu plus de futurs appelés dans la salle.

Conclusion de Ginoux :« Moi qui me suis battu en 40 pour qu'on soit libres: Ah elle est belle la France d'aujourd'hui !» Collectif Montrougien

LETTRE OUVERTE AUX LISTES SE PRESENTANT POUR LES 3LECTIONS MUNICIPALES A MARSEILLE

La presse n'en parle plus beaucoup, les partis et organisations politiques non plus, pourtant le mouvement des soldats existe toujours, pourtant les soldats continuent leur lutte dans les casernes.

POURQUOI LUTTENT-ILS?

— Pour les libertés démocratiques dans les casernes :
pour l'abrogation du réglement de discipline générale, pour la suppression des tribunaux d'exeption (TPFA et Cour de sureté de l'Etat)
pour les libertés d'expression et d'information, de réunion et d'organisation

— Pour l'amélioration des conditions de vie et de travail :
solde, gratuité des transports, permissions, logement, loisirs, droit à la sécurité.

— Pour une réorganisation du service national :
pour une réduction du service à six mois, pour le libre choix de la date
— d'incorporation entre 18 et 25 ans, pour le libre choix du lieu d'incorporation, etc.
etc.

Nationalement et localement, se sont créés des collectifs de soutien aux luttes des soldats qui se fixent pour but :
— de soutenir les soldats frappés par la répression en vertu du RDGA
— de soutenir les luttes, les revendications et les formes d'organisation que se donne le mouvement des soldats
— de faire connaître, dans et hors des casernes, les débats et initiatives prises par le mouvement des soldats

Ces collectifs regroupent des anciens soldats, le collectif femmes de soutien à la lutte des soldats, des militants syndicaux, d'avocats, d'étudiants, lycéens...

Nous demandons à toutes les listes de donner clairement et publiquement leur position par rapport au mouvement des soldats, d'expliquer quel soutien *concret* elles comptent lui apporter.

Nous demandons à pouvoir intervenir dans différents meetings que feront ces listes à Marseille pour pouvoir expliquer où en est le mouvement des soldats, qu'elles sont ses revendications, etc.

Collectif de soutien aux luttes des soldats (Marseille)

Adresse : CSLS c/o Comité Larzac
TODI 2 rue Philippe Gérard
13001 *Marseille*

Collectif de soutien aux luttes des soldats *CAEN*

Un collectif existe maintenant à Caen. Comme le collectif national il s'est appuyé au départ sur des anciens soldats, mais depuis un mois qu'il existe, il commence à rassembler d'autres personnes concernées par le soutien aux soldats en lutte.

Nous avons développé une activité importante de diffusion du journal sur la ville : marchés, grands magasins, facs, IUT, lycées...Des membres du collectif travaillant dans les entreprises de la ville, le diffusent parmi les jeunes travailleurs : SNCF, CHU, PTT... Partout un intérêt important pour le journal et le collectif.

Nous avons eu de nombreuses discussions : faire connaître le journal, quel soutien concret aux soldats et aux emprisonnés, l'extension du collectif parmi la jeunesse ouvrière et scolarisée; par rapport à l'objection de conscience, le collectif a précisé qu'il soutenait les objecteurs et insoumis victime de la répression militaire.

Aujourd'hui nous envisageons des initiatives tant en direction des appelés que des futurs appelés : information pour ceux qui partent.. Des copines ont réalisées une bande déssinée exprimant le point de vue des femmes sur l'armée et elles envisagent de constituer un collectif femmes de soutien aux luttes des soldats.

L'Echo des casernes est en vente a caen à la librairie « La Licorne » rue Froide.

le 24/02/77

COURRIER

NOus ouvrons à partir de ce numéro 2 une rubrique « courrier des lecteurs » régulière. Nous espérons que cette rubrique sera un lieu de critique du journal, et aussi d'information, car que nous soyons soldats ou « civils », homme ou femme, ce que nous vivons de l'armée, c'est aussi de l'information.

Pour nous envoyer le courier :
CNSLS
c/o Comité Larzac Paris
12, rue Censier
75005 Paris

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt le premier n° de « L'Echo des casernes » mais pour que les choses soient claires dès le début, je souhaiterais une précision sur un certain nombre de points.

— S'il se crée, un peu partout des comités de lecteurs de « l'Echo », des collectifs de soutien aux luttes des soldats, il me semble très important de préciser la nature des liens de ces comités avec les soldats en lutte. La non mixité des structures (soldats en comités/comités de soutien) doit être un préalable. En effet il y a des raisons de sécurité d'abord, des raisons de démocratie ensuite (danger de manipulation des soldats de l'extérieur). S'il y a des anciens soldats dans ces collectifs, il faut faire attention à que ceux-ci aient rompu tout contact avec les bidasses dans les casernes. A la direction du journal, surtout, la présence d'aucun camarade ayant encore des contacts avec un comité quelconque va de soi. En aucun cas le collectif ne doit se charger de coodonner, ou d'aider les comités de soldats existants (sauf à titre exceptionnel le tirage d'un journal, d'un tract mais c'est à éviter).

— Il faut éviter que « L'Echo » ne soit qu'un simple « radio-bidasse », le simple relais de ce qui se passe à l'intérieur. Si le premier but du journal est de s'ouvrir sur tout ce qui se passe à l'intérieur des casernes, il doit aussi remplir d'autres tâches, secondaires mais dont ne doit pas négliger l'importance.

a) se faire aussi l'écho des luttes civiles contre l'armée (militarisation de la vie civile, contre la militarisation des sols, reprendre en charge la lutte des objecteurs et insoumis, la lutte des femmes des appelés.

b) ouvrir des débats sur des questions qui se posent aujourd'hui au mouvement des soldats (exemple : le débat sur le syndicat de soldats — pour ou contre — la direction du journal ne prenant pas position, mais se faisant l'écho des diverses positions dans les comités mais aussi les positions des organisations civiles.)

c) se livrer à des analyses sur l'armée, que toute l'équipe du journal, n'est pas censée partager, ouvrir des débats la dessus.

d) tirer le bilan (qui n'est pas fameux), du mouvement anti-militariste civil en s'adressant aux différentes orga anti-militaristes et aux orga politiques qui sont derrière.

Un autre bilan s'impose, celui de la première campagne de soutien aux luttes aux soldats qui a suivi la répression de l'année dernière.

Toutes ses suggestions vous aideront, je l'espère pour la rédaction du journal.

MARC ex militant du CDA Boulogne.

Camarades,

J'ai pris connaissance de votre appel pour la création d'un collectif national. Ancien de la 75.08, membre d'un comité de soldats, je suis solidaire de cet appel.

Sur la base de notre localité (Villeneuve St Georges) nous avons tenté une expérience. Anciens soldats de divers casernes et camarades anti-militaristes, nous avons formé en septembre 76 un **collectif anti-militariste** au bout d'une discussion que nous avons entamé dès juin. Ce collectif se donnait pour tâche « d'aider le mouvement A.M à reprendre l'offensive en le prolongeant de la caserne « à la ville ». Il comptait à son échelle suppléer aux carences manifestes des organisations civiles. Pourquoi ces carences? Pourquoi le mouvement AM a-t-il battu en retraite? Faut-il ignorer les graves divergences à l'origine, par exemple, du « coup de Besançon ». Nous pensons que non. Par ailleurs, l'enjeu de la lutte du contingent doit-il être circonscrit à la seule caserne? Cette lutte n'est-elle que revendicative? Nous pensons que non.

C'est pourquoi nous avons conçu un collectif Anti-militariste capable de se prendre en charge politiquement, développant un mouvement AM civil (dans la jeunesse et le monde ouvrier) en même temps qu'un soutien nécessaire, mais **clair**, à la lutte des soldats (et pas seulement du contingent). Autant dire que l'unité du collectif ne pouvait pas tomber du ciel, mais de confrontations parfois laborieuses. Jusqu'a présent, nous avons fait une information à partir d'un travail en 9 commissions, d'un montage sur le 41° de Baden, d'une pièce de théatre, de brochures...

Nous avons organisé trois rencontres relativement suivis à l'aide de ce matériel essentiellement autonome. Les rencontres nous ont permis d'enrichir nos perpespectives et d'intéresser de nouveaux camarades à nos activités.

Nous en sommes à discuter des axes prioritaires pour l'avenir. Le soutien au mouvement de lutte des appelés, (un bulletin de liaison locale en direction des casernes, soutien matériel, aide contre la répression, meeting local : 6h de solidarité au contingent...). L'information en direction de la jeunesse (montage présentant les différentes phases de la conscription; sorte de anti « Français, voici votre armée », synthèse de divers témoignage d'anciens conscrits). Agitation en direction des travailleurs (notamment dénoncer la main mise de l'armée sur la production au double titre d'une économie de guerre et d'une économie militarisée — DOT —).

Mais nous sommes victimes de notre localisme. C'est pourquoi je m'adresse à vous, tout en indiquant les différences qui semblent séparer nos initiatives. Le mouvement de lutte des soldats n'est pas uni, l'action civile ne peut se résoudre à un simple soutien (désintéressé?).

J.L. Villeneuve St George

directeur de la publication : Pierre Jacquin
édité par les éditions gl
8, rue du Grand Prieuré 75011 Paris
Imprimerie de l'Ile de France
94. Choisy le Roi:
numéro de commission paritaire 58834.

Le 5 fevrier, une cinquantaine de jeunes se sont rassemblés devant la caserne Duplex à Paris, dans laquelle ont été détenu J. Breton et N. Gendron avant d'être transférés à la prison de Fresnes.

Par cette manifestation, le comité de soutien aux insoumis et le comité de lutte objecteurs entendaient soutenir la grève de la faim des deux insoumis et réclamer la libération de tous les emprisonnés militaires.

La police est intervenu rapidement et les manifestants ont été conduits au commissariat. Ce n'est qu'après un minutieux contrôle d'identité, que tard dans la soirée, ils furent relachés.

Communiqué de presse.

Pour leur écrire : Jacques Breton (n° 662 703)
Noel Gendron Maison d'arrêt, 1 av de la division Leclerc 94260 Fresnes Tel 350 35 50
Pour tous contacts Comité de soutien
% Mouvement écologique 65 Bld Arago 75013 Paris

a propos du film de M. Bellochio : « LA MARCHE TRIOMPHALE »

Ce tract a été distribué à Grenoble par des militantes et des militants de « Femmes en Lutte » et du « Groupe de lutte antimilitariste » (GLAM) de la ville, à la sortie du cinéma « Le Club ». Il donne une idée : on peut fort bien aller au cinéma passivement, mais aussi en profiter pour provoquer un débat...

Le film « La Marche Triomphale » montre combien l'oppression des femmes, déjà si flagrante dans la vie quotidienne, est multipliée dans l'armée et par l'armée. Il montre toute l'oppression de l'armée sur les soldats et la société, l'embrigadement des têtes et des corps, la tyrannie sur tous les faits et gestes quotidiens et particulièrement la misère affective et sexuelle dans les casernes.

Le scénario du film dénonce tout cela, même si la mise en scène, la caméra, par sa complaisance, son voyeurisme, contredit ses intentions.

Voici des soldats, si opprimés sexuellement, si séparés de la vie réelle, de toute insertion sociale, si embourbés par le « groupisme » militaire, qu'ils n'ont d'autre solution qu'utiliser la prostitution hétéro ou homosexuelle.

Voici des soldats pour qui le fin du fin est de clamer qu'ils sont de grands baiseurs et qui, même lorsqu'ils ne sont pas des mufles, ne peuvent faire autre chose que de se précipiter sur le sexe de la femme.

Voilà une femme traitée en objet par son mari ou ses amants, objet efficace ou non, jouissant et jouissif ou non, qui ne rencontre pas de tendresse, qui connait comme beaucoup le viol ordinaire conjugal, celui qui ne scandalise personne, et qui passe son temps pour oublier et compenser à piquer dans les grands magasins.

Voilà une femme qui tatonne pour s'en sortir, qui sait qu'il lui faut quitter ce monde à militaires, travailler, être autonome. Elle a du mal à le faire, retenue qu'elle est par le confort matériel et les liens physiques, mais sait réagir même lorsque son mari la viole.

Nous sommes quelques femmes et quelques hommes à avoir vécu les difficultés multiples des relations lorsque le mari, le copain est bidasse, quelques femmes à avoir été agressées par des soldats en bordée, quelques hommes et femmes à ne pas supporter le mépris de la femme que l'armée veut inculquer aux jeunes et à travers eux à toute la société.

Nous l'écrivons dans ce tract, mais nous savons n'être pas seuls. Nous appelons donc tous et toutes à soutenir la lutte des comités de soldats qui dénoncent toutes les oppressions exercées par l'armée, dont celle, affective et sexuelle, sur les soldats et les femmes. Nous vous appelons à rejoindre le GLAM.

Nous appelons les femmes à participer à cette lutte en rejoignant les groupes de femmes qui militent aussi contre cette oppression.

FEMMES EN LUTTE
GLAM (Groupe de Lutte AntiMilitariste)

Nous avons reçu cet article d'un camarade de Paris à propos du dernier film de M. Bellochio « La marche Triomphale »

La première chose à dire c'est que l'armée italienne n'est pas moins bête et sadique que l'armée française. Le film ou tout au moins sa première partie est centrée sur les :« classes ». Et dès le début c'est le choc. Nous voyons le héros du film, un jeune étudiant trés hostile à priori à l'armée, obligé de se présenter dix, vingt fois toujours plus fort suivant les formules traditionnelles « soldat x, section y, compagnie z à vos ordre chef ». Nous voyons l'abrutissement dû à la fatigue et son rôle, le pouvoir absolu de la hiérarchie militaire (les officiers passent leur temps à essayer de faire plonger les bidasses). Nous voyons comment de déroule concrètement la vie à la caserne et cela vaut des tonnes de discours antimilitariste. ***Nous voyons comment la hiérarchie profite de la division entre « bleu » et « anciens », le bizutage que cela entraine et comment ces humiliations font partie de l'ensemble du dressage que subisse les appelés en arrivant à la caserne. Et il faut dire que tout cela nous prend aux tripes. enfin les résultats de cette militarisation psychologique apparaissent clairement au spéctateur quand le jeune étudiant « virilement » pris en main par le capitaine devient une recrue d'élite et adopte totalement l'idéologie militaire.***

Mais si les mécanismes d'embrigadement sont remarquablement montrés, la lutte contre cet embrigadement est quasiment inexistante. Certes au mépris que le jeune appelé étudiant manifeste vis à vis des autres est opposée la solidarité que cetains appelés entretiennent entre eux; certes il y a la scène de la cantine où a lieu une explosion de révolte. Mais tout cela est sans lendemain. Bien au contraire le film nous donne l'impression qu'écrasé par la « machine militaire » il n'y a pas grand'chose à faire. Cette impression est d'autant plus renforcée que dans sa seconde partie le film dérape totalement dans un mélo pseudo psychanalytique de rapport à trois : le capitaine, la femme du capitaine et le jeune étudiant. Cette deuxième partie se veut une dénonciation du culte de la virilité; mais hélas celle-ci tombe vite dans la gaudriole qui rassure le public.

« La marche triomphale » est donc un film assez ambigu. D'une part il montre quels sont les mécnismes qui permettent à la hiérarchie militaire de modeler et de dresser des individus (même rétifs au départ) et rien que pour cela il faut le voir, mais d'autre part se situant seulement sur le terrain de l'oppression et pas sur celui de la lutte, il reste en tait en deça de ce qui se passe dans les casernes aussi bien en France qu'en Italie.

les droits de l'homme...

recel de déserteur

Jean René Quinard était sergent.engagé à 15ans pour 7 ans, il est déserteur depuis septembre 76 après avoir accompli plus de 6 ans et demi de son contrat. Depuis il parcourt la France en dénonçant les longs contrats que signent les adolescents sans savoir ce qui les attend, et sans qu'ils aient la possibilité de les rompre, sinon qu'en faisant des « bétises » ou en passant par l'hopital psychiatrique. Jean René Quinard avait lui-même demandé la rupture de son contrat par la voie hiérarchique, il y a deux ans, sans succès.

Le mercredi 16 février, deux officiers de police judiciare et la gendarmerie se sont présentés au domicile de Jacques Le Roux, R. Bian et F. Henaff à St Urbain, pour perquisitionner en vue de trouver J. R. Quinard. N'ayant pas trouvé l'ex-militaire, ils ont embarqué le civil.

Nous sommes solidaires de la lutte de J. R. Quinard et nous demandons l'abolition des tribunaux d'exception que sont la Cour de Sureté de l'Etat et les TPFA, car ils portent atteinte aux libertés par ces perquisitions et intérrogatoires qui deviennent fréquents, surtout chez nous en Bretagne.

On parle beaucoup des Droits de l'homme ces temps-ci en regardant vers l'Est, mais en France?

Robert Bian Franch Henaff Jacques le Roux